



الوكالة المغربية لتنمية الاستثمارات و الصادرات
AGENCE MAROCAINE DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS ET DES EXPORTATIONS

RAPPORT ANNUEL SUR LA SITUATION DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'EXPORTATION 2019

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I. INVESTISSEMENT

I.1. L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER DANS LE MONDE

- I.1. A. TENDANCES DES IDE DANS LE MONDE
- I.1. B. STRUCTURE DES IDE PAR RÉGION ET PAR PAYS

I.2. L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER AU MAROC

- I.2. A. POSITIONNEMENT DU MAROC
- I.2. B. ÉVOLUTION DES IDE
- I.2. C. STRUCTURE DES IDE PAR PAYS ET ZONES GÉOGRAPHIQUES
- I.2. D. STRUCTURE DES IDE PAR SECTEURS

I.3. L'INVESTISSEMENT DIRECT MAROCAIN A L'ÉTRANGER

- I.3. A. STRUCTURE DES IDME PAR PAYS
- I.3. B. STRUCTURE DES IDME PAR SECTEURS

I.4. BILAN DE LA COMMISSION DES INVESTISSEMENTS

II. EXPORTATIONS

II.1. LE COMMERCE DANS LE MONDE

- II.1.A. ÉVOLUTION DU COMMERCE MONDIAL
- II.1.B. STRUCTURE DU COMMERCE MONDIAL

II.2. EXPORTATIONS MAROC-RESTE DU MONDE

- II.2.A. ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS ET POSITIONNEMENT DU MAROC
- II.2.B. STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE
- II.2.C. STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET PRODUITS

III. CLIMAT DES AFFAIRES AU MAROC

III.1. COMITÉ NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

III.2. CLASSEMENT DU MAROC DANS LES RAPPORTS INTERNATIONAUX

- III.2.A. DOING BUSINESS
- III.2.B. WHERE TO INVEST IN AFRICA
- III.2.C. INDICE DE COMPÉTITIVITÉ MONDIALE -WORLD ECONOMIC FORUM 2019
- III.2.D. BEST COUNTRIES 2019
- III.2.E. GLOBAL FINANCIAL CENTERS 2019
- III.2.F. CONNECTIVITY INDEX 2019
- III.2.G. NATION BRANDS 2019

FOCUS AMDIE

PERSPECTIVES ET IMPACT DE LA PANDÉMIE SUR LES INVESTISSEMENTS ET LES EXPORTATIONS

ANNEXES



“

« [...] Deuxièmement : le défi de l'ouverture et le refus du repli sur soi, particulièrement dans des domaines liés aux expériences et aux expertises internationales. L'ouverture est d'autant plus fondamentale pour le développement économique qu'elle offre aux entreprises et aux opérateurs marocains nombre d'opportunités de rehausser leur compétitivité.

Elle est porteuse d'un véritable potentiel pour drainer des investissements, des connaissances et du savoir-faire de l'étranger. Elle constitue un levier pour améliorer la qualité des services et le rendement des organisations, pour rehausser le niveau des formations dispensées, et pour créer in fine plus d'emplois.

Certes, l'État, le secteur public, les organisations professionnelles nationales ont déployé de grands efforts pour remplir leurs missions et améliorer la qualité de leur travail.

Mais, certaines filières et professions libérales ont besoin aujourd'hui de s'ouvrir aux expertises et compétences mondiales, au secteur privé, national et étranger.

Par ailleurs, de nombreuses institutions et sociétés internationales ont exprimé le souhait d'investir et de s'installer au Maroc.

Véritable motif de satisfaction, cet engouement pour notre pays témoigne de la confiance qui lui est reconnue. Mais les freins imposés par certaines législations nationales, la frilosité et l'indécision prépondérantes chez certains responsables cantonnent parfois le Maroc et le placent dans une posture négative d'enfermement et de réserve.

Ceux qui s'opposent à l'ouverture de certains secteurs -sans vouloir dire lesquels- sous prétexte que cela induirait des pertes d'emplois, ne se soucient guère des Marocains et cherchent avant tout à préserver leurs propres intérêts.

A l'inverse de cette logique, l'investissement étranger dans ces secteurs est susceptible de consolider les efforts de l'État en termes de création de nouveaux emplois ; il peut favoriser une formation de qualité et attirer les savoir-faire, les expériences réussies.

• Troisièmement : le défi de l'accélération économique et de l'efficacité institutionnelle. L'enjeu est ainsi de rebâtir une économie forte et compétitive, en encourageant l'initiative privée, en lançant de nouveaux programmes d'investissement productif et en créant de nouvelles opportunités d'emploi. [...]»

”

EXTRAIT DU DISCOURS DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMED VI
QUE DIEU LE GLORIFIE ADRESSÉ À LA NATION À L'OCCASION
DE LA FÊTE DU TRÔNE, LE 29 JUILLET 2019

LISTE DES ABRÉVIATIONS

- **AMDIE** : Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations
- **BM** : Banque Mondiale
- **CI** : Commission des Investissements
- **CNUCED** : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
- **CNEA** : Comité National de l'Environnement des Affaires
- **DB** : Doing Business
- **FMI** : Fonds Monétaire International
- **HCP** : Haut-commissariat au Plan
- **IDE** : Investissement Direct à l'Etranger
- **IDME** : Investissement Direct Marocain à l'Etranger
- **PIB** : Produit Intérieur Brut
- **MAD** : Dirham Marocain
- **M** : Million
- **MM** : Milliard
- **OC** : Office des Changes
- **OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Economiques
- **OMC** : Organisation Mondiale du Commerce
- **USD** : Dollar des États-Unis

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les données nécessaires à l'élaboration de ce rapport ont été principalement tirées des :

- Données relatives aux investissements directs entrants et sortants du Maroc disponibles dans la base de données sur les Investissements Internationaux au Maroc de l'Office des Changes (OC). L'OC publie ces données par partenaire, par activité et par type d'investissement (capital social, prêts et bénéfices réinvestis) selon les recommandations internationales et définitions de références de l'OCDE et du Manuel du FMI.

- Statistiques relatives au commerce extérieur entre le Maroc et le reste du monde disponibles dans la base de données du commerce extérieur de l'Office des Changes. Les séries figurant dans cette base de données au titre de l'année 2019 sont provisoires et sont élaborées selon les normes et le cadre de référence établis par les Nations-Unies. L'établissement des statistiques du commerce extérieur de marchandises utilise le système du commerce général.
- Statistiques relatives aux investissements directs dans monde qui se réfèrent aux recommandations des nouvelles lignes directrices de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), et de la quatrième édition de la Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux (DR4). Ces statistiques sont publiées dans les annexes statistiques du Rapport sur l'investissement dans le monde de la Division de l'investissement et des entreprises de la CNUCED. Ce Rapport sort en juin chaque année (t), contient des données annuelles allant jusqu'à l'année précédant l'année de publication (t-1). Cependant, au moment de sa publication, les données des années les plus récentes sont encore préliminaires et sont sujettes à des révisions de la part des autorités nationales. Lorsque les données sont révisées, la CNUCED met à jour sa base de données en ligne incluant flux et stocks d'IDE, rendant compte des tendances mondiales et régionales de l'investissement étranger direct.
- Statistiques relatives au commerce international basées sur les données annuelles de Trade Map qui présente une image détaillée des échanges commerciaux entre pays. Trade Map assure une couverture exhaustive en termes de produits classés selon le Système Harmonisé, de répartition géographique et séries chronologiques. Ces statistiques proviennent des données de l'OMC, de l'OCDE, d'Eurostat et de l'UN Comtrade, la plus grande base de données de statistiques du commerce, maintenue par la Division de statistique des Nations Unies (UNSD). Ces données sont complétées par des sources nationales lorsque l'information n'est pas disponible dans UN Comtrade.
- Depuis 2014, les données de la CNUCED sur la valeur des exportations et des importations totales de marchandises, sont conjointement compilées avec l'OMC à l'exception de Andorre, Anguilla, Bonaire, Saint-Eustache et Saba, Sainte Hélène, Etat de Palestine, Tokelau, îles Turques et Caïques et îles Wallis-et-Futuna.

GLOSSAIRE / CONCEPTS ET DÉFINITIONS

Investisseur direct étranger « Un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (l'investisseur direct) afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise (l'entreprise d'investissement direct) qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct [...] L'existence d'un "intérêt durable" est établie dès lors que l'investisseur direct détient au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct. » - OCDE

Recettes IDE « En recettes, la notion de capital social correspond aux participations des non-résidents dans le capital social de sociétés résidentes. Les bénéfices réinvestis se rapportent à la partie du résultat courant des sociétés d'investissement direct résidentes qui n'est pas distribuée sous forme de dividendes. Pour les autres capitaux, ils couvrent les dettes interentreprises, notamment les avances en comptes courants d'associés et les prêts apparentés accordés par l'investisseur direct non-résident à la société d'investissement direct résidente » - OC

Dépenses IDE « correspondent aussi bien aux cessions de participations dans les sociétés d'investissement direct résidentes qu'aux remboursements d'avances en comptes courants d'associés et de prêts apparentés en faveur des investisseurs non-résidents » - OC

Flux net IDE « est le solde entre les recettes et les dépenses d'IDE » - OC

Produit intérieur brut (PIB) « est le résultat synthétique de l'activité nationale de production. Il représente la richesse créée au cours de la période considérée sur le territoire économique du pays ». -HCP

Croissance économique annuelle constitue l'évolution en volume du PIB selon le Système de la Comptabilité Nationale. Elle correspond à la variation relative entre le PIB de l'année t, exprimé aux prix de l'année t-1, et le PIB de l'année t-1 exprimé aux prix de l'année t-1. HCP

Taux de couverture est le ratio entre la valeur des exportations et celle des importations utilisées en économie pour ramener le solde de la balance des transactions courantes et la balance des invisibles à un pourcentage. C'est par conséquent un indicateur mesurant l'indépendance économique d'un État.-OC

Solde commercial d'un pays correspond à la différence entre le montant de ses exportations et de ses importations de biens. Un solde négatif se traduit par un déficit commercial.-OC

Déficit commercial correspond à un solde négatif faisant apparaître une insuffisance du montant des exportations par rapport à celui des importations au cours d'une période donnée. - OC

LISTE DES FIGURES

Fig.1 Évolution des investissements directs étrangers dans le monde

Fig.2 Top 10 destinations des IDE dans le monde en 2019

Fig.3 Top 10 investisseurs directs étrangers dans le monde en 2019

Fig.4 Évolution de la part dans les IDE entrants et position du Maroc en Afrique entre 2015 et 2019

Fig.5 Évolution de la part dans les IDE entrants et position du Maroc en Afrique du Nord entre 2015 et 2019

Fig.6 Évolution des flux nets des IDE au Maroc

Fig.7 Évolution des IDE au Maroc par zone géographique entre 2018 et 2019

Fig.8 Évolution du flux net des IDE par les principaux pays d'origine entre 2018 et 2019

Fig.9 Flux nets des IDE des principaux secteurs d'activités entre 2018 et 2019

Fig.10 Répartition des flux des IDE des industries manufacturières en 2019

Fig.11 Évolution des IDME entre 2015 et 2019

Fig.12 Répartition des IDME par zone géographique

Fig.13 Flux des IDME par pays en 2019

Fig.14 Flux des IDME par secteur d'activité entre 2018 et 2019

Fig.15 Répartition des Investissements par Secteurs

Fig.16 Répartition des Emplois par Secteurs

Fig.17 Répartition des investissements par région d'implantation

Fig.18 Répartition des Emplois par Région d'Implantation

Fig.19 Répartition des investissements par origine

Fig.20 Évolution des exportations mondiales entre 2009 et 2019

Fig.21 Échanges mondiaux par régions en 2019 vs 2018

Fig.22 Répartition des exportations par zone géographique en 2019

Fig.23 Exportation par zone géographique entre 2018 et 2019

Fig.24 Répartition des exportations marocaines vers l'Europe en 2019 vs 2018

Fig.25 Répartition des exportations marocaines vers l'Asie en 2019 vs 2018

Fig.26 Répartition des exportations marocaines vers l'Amérique en 2019 vs 2018

Fig.27 Structure des exportations par secteur d'activité en 2019

Fig.28 Évolution des exportations des top 5 secteurs d'activité en 2019

Fig.29 Exportations des écosystèmes automobiles entre 2018 et 2019

Fig.30 Exportations du secteur agriculture et agro-alimentaire entre 2018 et 2019

Fig.31 Exportations des écosystèmes aéronautiques entre 2018 et 2019

Fig.32 Exportations du secteur textile et cuir entre 2018 et 2019

Fig.33 Exportations du secteur électronique entre 2018 et 2019

Fig.34 Évolution des exportations par groupe de produits entre 2018 et 2019

LISTE DES TABLEAUX

- Tab.1** Répartition par nature d'opérations
- Tab.2** Évolution des échanges commerciaux entre 2015 et 2019
- Tab.3** Principaux exportateurs dans les économies en développement 2019 par groupe d'économie
- Tab.4** Classement Maroc- DB
- Tab.5** Top 10 Where to Invest in Africa
- Tab.6** Top 10 pays africains selon l'indice de compétitivité du WEF
- Tab.7** Classement Best Countries 2019
- Tab.8** Classement GFCI 2019
- Tab.9** Classement Maroc- indice de connectivité maritime 2019 vs 2007
- Tab.10** Classement Maroc 2019 vs 2018

PRÉSENTATION

Le présent rapport relate la situation et les statistiques des investissements et des exportations au titre de l'année 2019.

Il s'inscrit dans le cadre des prérogatives qui sont attribuées à l'AMDIE en vertu de l'article 3 de la loi n°60-16 portant sa création.

Le rapport est décliné en trois parties :

- La première partie retrace l'évolution des investissements dans le monde et au Maroc ;
- La deuxième partie comprend une présentation du volet exportations et son évolution au niveau mondial et national ;
- La dernière partie présente le climat des affaires au Maroc et le classement du pays dans les rapports internationaux.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'année 2019 a connu un ralentissement de l'économie mondiale de 2,9%, soit le plus faible taux de croissance depuis la crise financière de 2008 en particulier l'industrie manufacturière et le commerce et ce, en raison de l'incertitude marquant les politiques commerciales, les tensions géopolitiques notamment celles liées à l'aggravation des tensions commerciales sino-américaines, l'incertitude liée au Brexit, le ralentissement de l'économie des principaux pays émergents et l'apparition de la pandémie COVID-19 en Chine au 4^{ème} trimestre .

Les pays de l'Union Européenne ont connu une tendance baissière de la croissance passant de 1,9% en 2018 à 1,1% en 2019 et ce, en raison de la faiblesse de la demande extérieure, des retombées du Brexit et du ralentissement généralisé de la production industrielle.

Cette évolution a concerné les principaux pays de l'Union Européenne, particulièrement l'Allemagne et la France, pays considérés comme locomotives de la croissance européenne.

Aux Etats Unis, la décélération de la croissance économique à 2,3% en 2019 contre 2,9% en 2018 est liée au ralentissement de l'investissement privé et des exportations.

L'Afrique a, quant à elle, enregistré en 2019 un taux de croissance stable à 3,4% malgré le ralentissement de l'économie mondiale. Selon la Banque Africaine de Développement dans son rapport « Perspectives économiques en Afrique 2020 », cette croissance du PIB continental tient, en partie, à l'expansion modérée des « cinq grandes économies » du continent, que sont l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud, dont la croissance combinée représentait en moyenne 3,1 %, contre 4,0 % pour le reste du continent .

Au niveau des pays émergents, la croissance économique est marquée par un ralentissement en Chine passant de 6,6% en 2018 à 6,1% en 2019 et ce, en raison des tensions commerciales avec les États-Unis. Ces dernières ont eu un impact négatif sur les investissements et les exportations.

En Inde, la croissance économique impactée par la baisse de la consommation privée et de l'investissement ainsi que par le ralentissement de l'activité agricole est passée de +6,8% en 2018 à 4,2% en 2019.

Au Brésil, la croissance économique a connu une légère baisse en passant de +1,3% en 2018 à 1,1% en 2019 due essentiellement à l'essoufflement du secteur industriel. Les flux mondiaux d'investissement direct étranger (IDE) ont connu, quant à eux, malgré les conditions difficiles, une légère hausse de 3% en 2019.

En effet, les flux d'IDE vers l'Europe, l'Amérique du Nord et les autres économies développées ont augmenté de 5%. En revanche, les flux d'IDE vers les pays en développement de l'Asie et l'Afrique ont diminué respectivement de 5% et 10% pour atteindre 474 milliards de dollars et 45 milliards de dollars.

Dans ce contexte international difficile caractérisé par les restrictions commerciales et par la modération de la demande d'importation en Chine, le volume du commerce mondial de marchandises a connu une légère baisse de 0,1% en 2019 après avoir augmenté de 2,9% l'année précédente.

Malgré ce ralentissement de l'économie mondiale, le Maroc a fait preuve de résilience en enregistrant un taux de croissance de 2,5% et ce, malgré la baisse de la valeur ajoutée du secteur primaire en marquant un taux moyen de -5,4% dû essentiellement à une faible année agricole. Le secteur secondaire et le secteur tertiaire ont enregistré une évolution positive en marquant un taux de croissance moyen respectivement de +3,4% et +3,1% en 2019.

Par ailleurs, les échanges commerciaux au Maroc ont enregistré un taux de croissance en valeur de +8% entre 2015-2019 avec une part dans les exportations mondiales de 0,2% et ce, en occupant la 66^{ème} place dans les exportations mondiales.

S'agissant des flux des IDE adressés au Maroc, il a été enregistré la plus faible baisse depuis 2011 avec un montant global de 15,4 MM MAD en dépit de l'évolution positive enregistrée au niveau mondial.



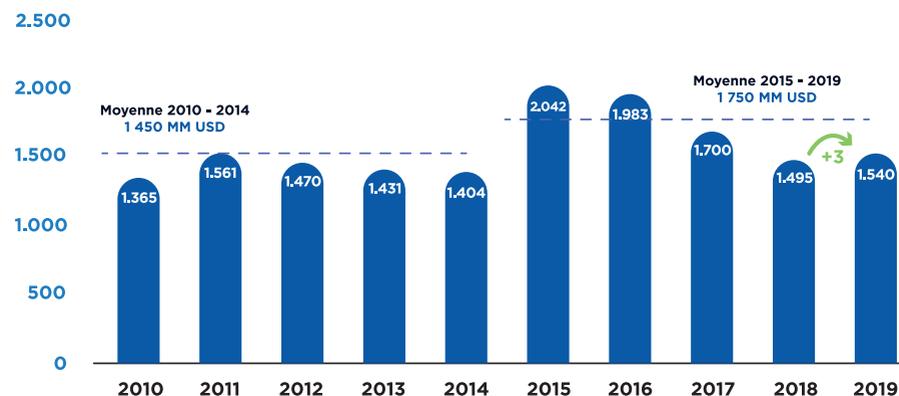
INVESTISSEMENT

I.1. L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER DANS LE MONDE

I.1. A. TENDANCES DES IDE DANS LE MONDE

Après trois ans de baisse consécutive, les flux mondiaux d'investissement direct étranger (IDE) ont enregistré une légère hausse de 3% en 2019, atteignant ainsi 1540 milliards de dollars, contre 1495 milliards de dollars en 2018.

Fig.1 - Évolution des investissements directs étrangers dans le monde (En MM USD)



Source : Élaboration AMDIE- Données CNUCED

Selon le rapport sur l'investissement dans le monde de la CNUCED, cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des flux vers les économies développées, à la suite de l'atténuation de l'impact des réformes fiscales adoptées aux États-Unis en 2017.

I.1. B. STRUCTURE DES IDE PAR RÉGION ET PAR PAYS

Après une diminution de 27% en 2018, les flux d'IDE vers les économies développées ont augmenté de 5%. Cette augmentation est due principalement à la dynamique des IDE en Europe, où les IDE entrants ont augmenté de 18% pour atteindre 429 milliards de dollars.

Les pays européens ont connu une croissance des IDE avec des tendances différentes. Alors que les flux des IDE dans des pays comme l'Irlande ont connu des hausses importantes en 2019, certaines grandes économies comme l'Allemagne et la France ont vu leurs IDE diminuer de moitié.

En Australie, les flux d'IDE ont connu une diminution à la suite de la baisse de la valeur des fusions et acquisitions transfrontalières.

Sur les dix dernières années, les IDE entrants dans les économies en développement sont relativement stables et se situent dans une moyenne de 675 milliards de dollars. En 2019, ces économies ont enregistré une légère baisse de 2%, pour atteindre 685 milliards de dollars contre 699 milliards de dollars en 2018.

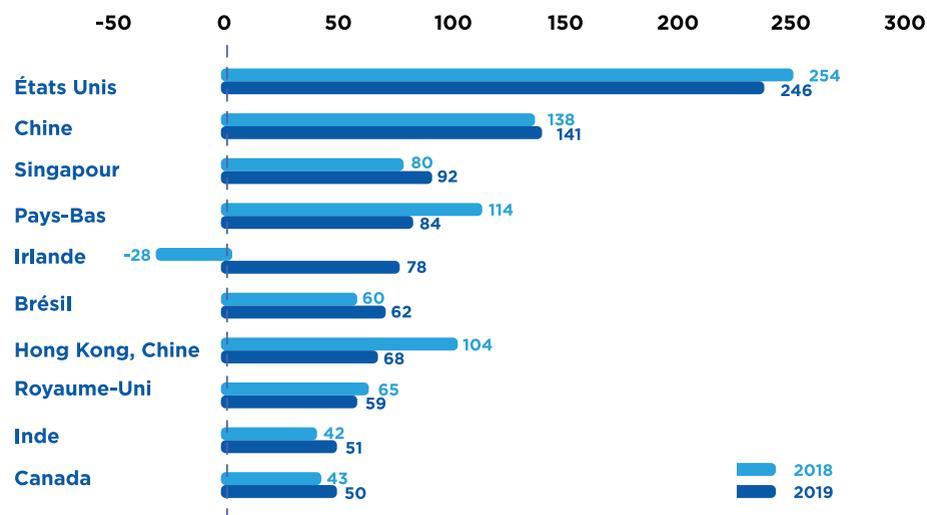
Après une hausse de 11% en 2018, l'Afrique a enregistré une baisse de 10% en 2019. Cela s'explique par la faible croissance du PIB mondial et régional ainsi que par le ralentissement de la demande des produits de base. À l'exception de certains pays qui ont enregistré d'importantes croissances des IDE grâce aux opérations remarquables, les pays de l'Afrique dont les investissements entrants à la fois diversifiés et axés sur les ressources naturelles ont connu une tendance baissière.

Les flux d'IDE vers les pays en développement d'Asie ont diminué de 5% pour atteindre 474 milliards de dollars en raison notamment du recul de 13 % de l'investissement en Asie de l'Est passant à 233 milliards de dollars, dû essentiellement à un repli de l'investissement à Hong Kong (Chine) et en République de Corée.

Malgré cette baisse, la région reste la plus grande bénéficiaire d'IDE avec plus de 30% des flux mondiaux. Les cinq principaux bénéficiaires sont la Chine, deuxième destination mondiale des IDE, Hong Kong, le Singapour, l'Inde et l'Indonésie.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les IDE ont augmenté de 10% pour atteindre 164 milliards de dollars. Ce résultat s'explique par la hausse des investissements à destination du Brésil, du Chili, de la Colombie et du Pérou, en grande partie dans les industries extractives, les services publics de distribution et le secteur tertiaire.

Fig.2 - Top 10 destinations des IDE dans le monde en 2019 (En MM USD)



Source : Elaboration AMDIE- Données CNUCED

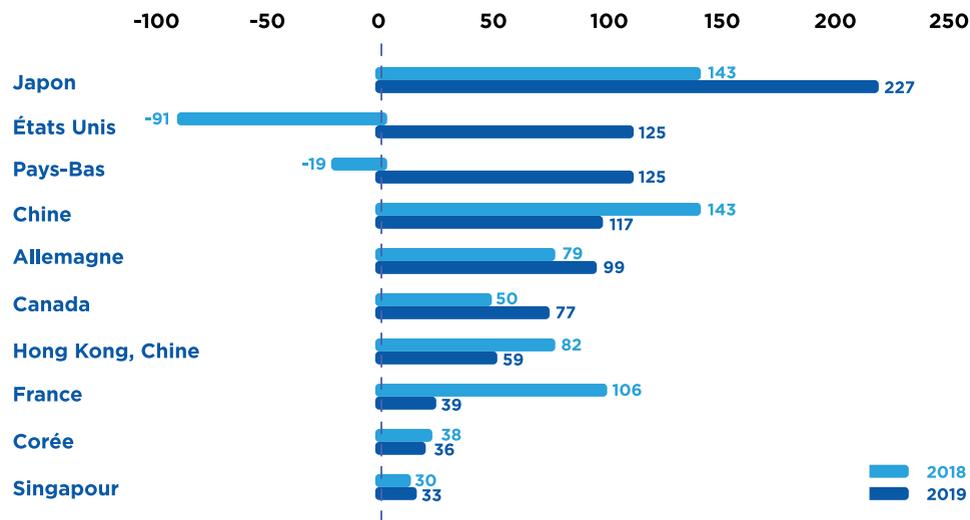
Le Japon demeure le premier investisseur mondial en 2019. En effet, les investissements des multinationales japonaises ont augmenté de 58% pour atteindre un record de 227 milliards de dollars grâce essentiellement aux opérations de fusions et acquisitions internationales qui sont passées de 36 à 104 milliards de dollars.

En 2019, les Etats-Unis ont occupé la deuxième position sur la liste des pays investisseurs au monde, grâce à la baisse importante des rapatriements de revenus détenus par les entreprises américaines à l'étranger conjuguée à l'augmentation des investissements dans les économies développées.

En Europe, les IDE sortants ont augmenté de 13%, principalement en raison des investissements importants en provenance des Pays-Bas et du doublement des bénéfices réinvestis des multinationales allemandes à l'étranger. En revanche, les IDE sortants de la France et de la Suisse ont diminué respectivement de 63% et 82%.

Les IDE sortants des pays en développement et pays en transition ont connu respectivement des baisses de 10% et 37% par rapport à 2018.

Fig.3- Top 10 investisseurs directs étrangers dans le monde en 2019 (En MM USD)



Source : Élaboration AMDIE- Données CNUCED

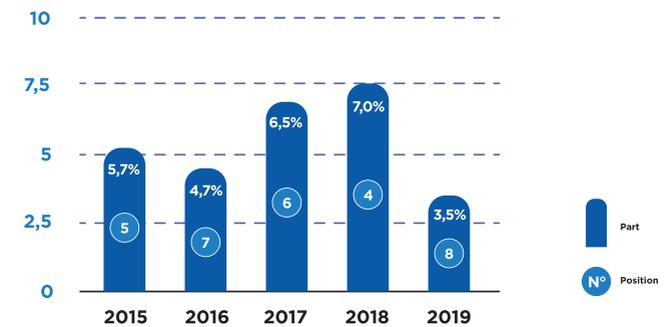
I.2. L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER AU MAROC

I.2. A. POSITIONNEMENT DU MAROC

En 2019, le Maroc est la deuxième destination des IDE en Afrique du Nord derrière l'Égypte avec une part de marché de 11,7%.

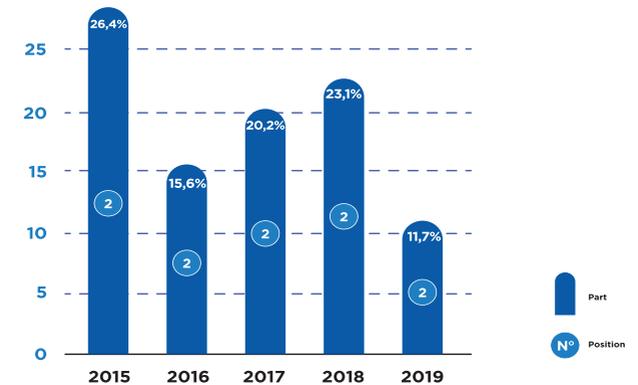
En Afrique, le Maroc a reculé de 4 places pour occuper, en tant que pays destinataire des flux IDE, la 8^{ème} position en 2019 derrière l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Congo, le Nigéria, l'Éthiopie, le Ghana et le Mozambique.

Fig.4- Évolution de la part dans les IDE entrants et position du Maroc en Afrique Entre 2015 et 2019



Source : Élaboration AMDIE- Données CNUCED

Fig.5- Évolution de la part dans les IDE entrants et position du Maroc en Afrique du Nord (Entre 2015 et 2019)



Source : Élaboration AMDIE- Données CNUCED

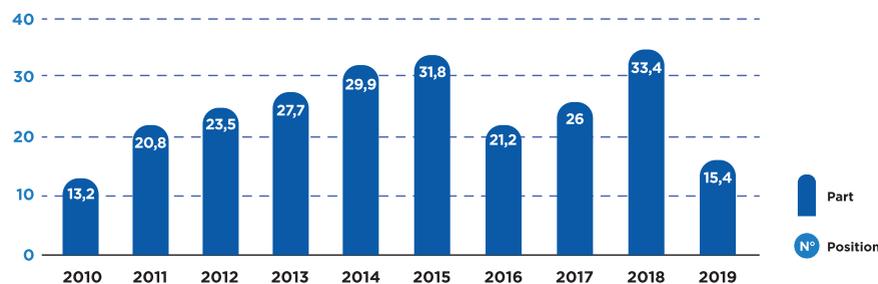
I.2.B. ÉVOLUTION DES IDE AU MAROC

En 2019, la tendance baissière des IDE entrants en Afrique n'a pas épargné le Maroc. En effet, le pays a drainé 15,4 MM MAD en 2019 contre 33,4MM MAD en 2018, soit une baisse de 54%.

Selon l'Office des Changes, ce résultat s'explique par la baisse importante des recettes conjuguée à une hausse des dépenses.

Ainsi, les recettes des IDE ont enregistré 33,9 MM MAD en 2019 contre 46,1 MM MAD en 2018, soit une baisse de - 26,4%. En contrepartie, les dépenses sont passées de 12,7 MM MAD en 2018 à 18,5 MM MAD en 2019, soit une hausse de +45,6%.

Fig.6- Évolution des flux nets des IDE au Maroc (En MM MAD)



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

Tab. 1 - Répartition par nature d'opérations

NATURE D'OPERATION	2018	2019	ÉVOLUTION	
			M MAD	%
Titres de participation	25 656	10 092	-15 564	-61%
Bénéfices réinvestis	1 952	3 288	1 336	68%
Instruments de dette	5 796	1 999	-3 797	-66%
TOTAL	33 404	15 379	-18 025	-54%

Source : Élaboration AMDIE- Données OC

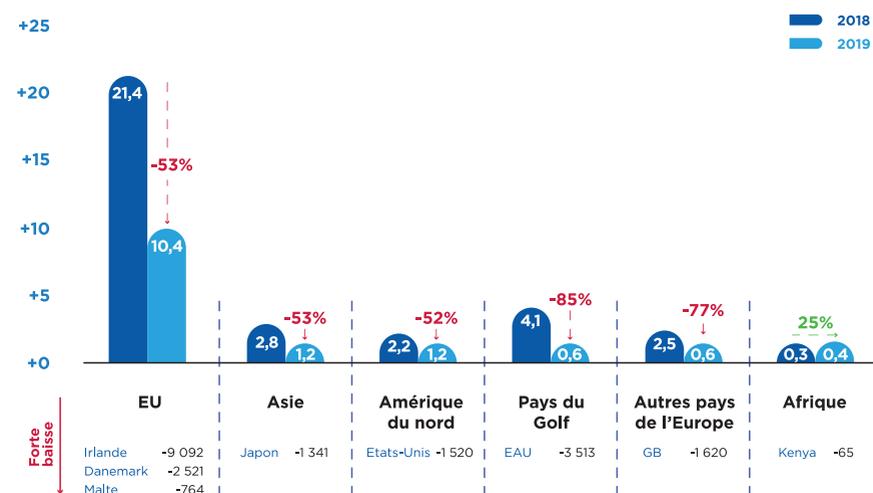
La répartition des flux des IDE par nature montre que le recul enregistré en 2019 est lié essentiellement à la baisse de 15,6 MM MAD des titres de participation en 2019, principale rubrique des investissements directs étrangers au Maroc et le recul des instruments de dette de 66%.

Par ailleurs, les bénéfices des IDE réinvestis ont enregistré en 2019 une importante hausse de +68% par rapport à 2018 ce qui traduit la confiance des investisseurs étrangers opérant localement.

I.2.C. STRUCTURE DES IDE PAR PAYS ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

IDE par zone géographique

Fig.7- Évolution des IDE au Maroc par zone géographique entre 2018 et 2019 (En MM MAD)



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

En 2019, l'Union Européenne arrive en tête des sources de flux des investissements directs étrangers au Maroc avec 10 MM MAD et ce, malgré une chute de 53% en comparaison avec 2018.

Ce résultat s'explique principalement par la baisse des investissements exceptionnels en provenance de l'Irlande de 9,1 MM MAD et le Danemark de 2,5 MM MAD. En effet, les IDE irlandais ont atteint 0,5 MM MAD en 2019 contre 9,6MM MAD en 2018.

Les investissements directs en provenance de l'Asie (hors pays du Golfe) ont reculé de 58% en 2019 en raison de la baisse des investissements japonais de 1,3 MM MAD.

Les investissements directs des pays du Golfe ont baissé significativement à la suite de la baisse des investissements émiratis de 3,5 MM MAD.

Les investissements directs des pays de l'Amérique du Nord ont baissé de 52%, conséquence de la baisse des investissements en provenance des États-Unis, principal investisseur de la région au Maroc.

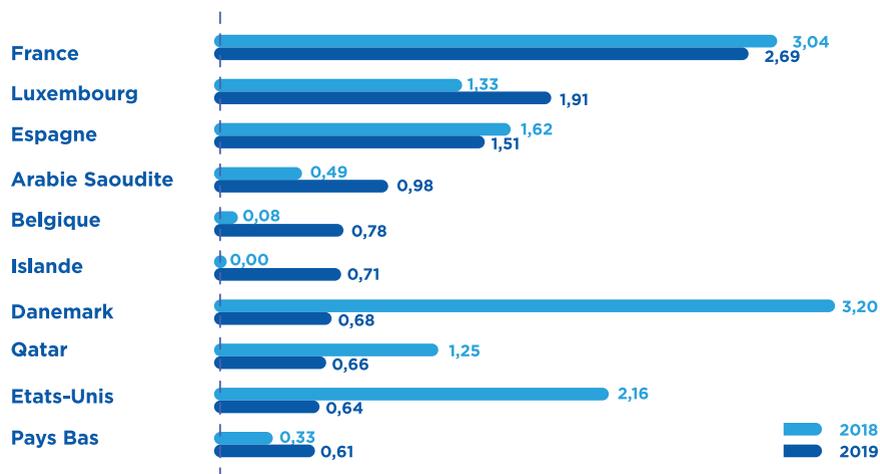
En revanche, les investissements africains au Maroc ont connu une hausse de 25%, mais leur part dans les IDE entrants reste faible.

IDE par pays

La France demeure le premier pays investisseur au Maroc avec 2,7 MM MAD. Malgré la baisse des investissements directs français de 11,5% en 2019 par rapport à 2018, il n'en demeure pas moins que cette baisse est moins importante que le recul de 63% enregistré par les investissements directs français sortants à l'étranger.

Le Luxembourg et l'Espagne ont gagné des places et occupent respectivement la 2^{ème} et la 3^{ème} position sur la liste des principaux investisseurs au Maroc avec des montants d'investissements de 1,9 MM MAD et 1,5 MM MAD.

Fig.8- Évolution du flux net des IDE par les principaux pays d'origine entre 2018 et 2019 (En MM MAD)



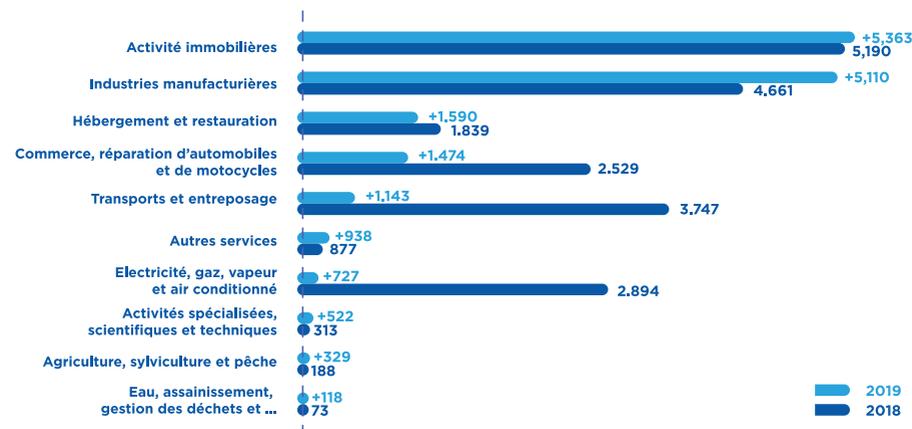
Source : Élaboration AMDIE- Données OC

I.2.D. STRUCTURE DES IDE PAR SECTEURS

La progression importante des IDE observée durant l'année 2018 a été induite par les opérations importantes du secteur « activités financières et d'assurance », essentiellement par l'opération remarquable du produit de cession de Saham au sud-africain Sanlam pour un montant de 1 MM USD.

En revanche, l'année 2019 est marquée par le manque de ces opérations exceptionnelles et a enregistré une croissance positive du secteur « activités immobilières » de 5,4 MM MAD et du secteur « industries manufacturières » de 5,1 MM MAD. Ces deux secteurs ont réalisé respectivement des hausses de 3,3% et 9,6% en 2019.

Fig.9- Flux nets des IDE des principaux secteurs d'activités entre 2018 et 2019 (En M MAD)

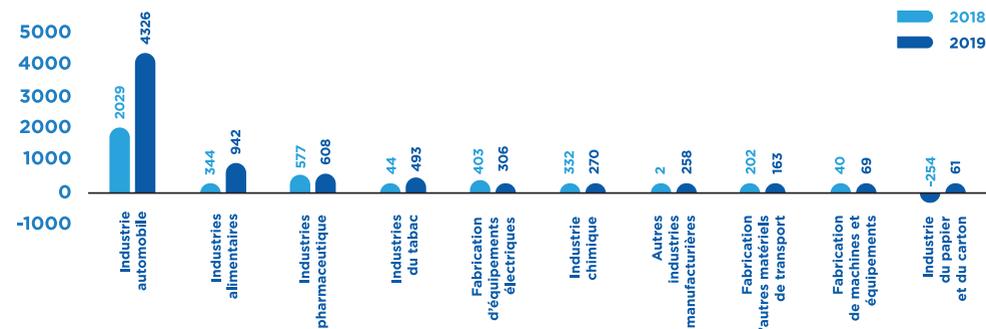


Source : Élaboration AMDIE- Données OC

L'analyse de la répartition par secteur d'activité industrielle des flux nets des IDE en 2019 fait ressortir que le secteur automobile, soutenu par l'augmentation de la demande étrangère pour la sous-traitance, les composants et pièces automobile produits localement au Maroc, confirme sa prédominance sur les investissements industriels avec une hausse de 113% (2,3 MM MAD) suivi de l'industrie alimentaire avec une hausse de 174% (598 M MAD) puis de l'industrie pharmaceutique avec 5% (31 M MAD).

Par ailleurs, des baisses ont été enregistrées pour la fabrication d'équipements électriques de 24% (103 M MAD), l'industrie chimique 18,5% (62 M MAD) et la fabrication d'autres matériels de transport (39 M MAD).

Fig.10- Répartition des flux des IDE des industries manufacturières en 2019 (En M MAD)

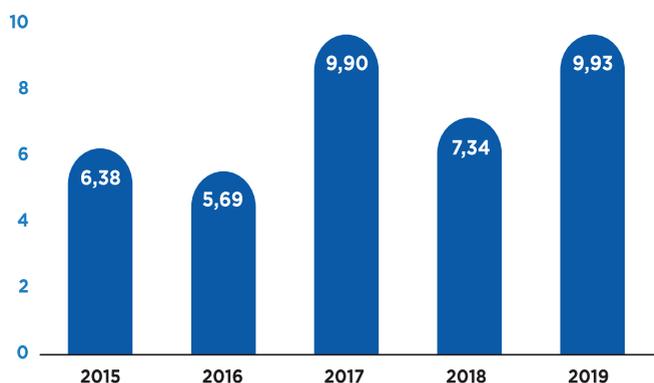


Source : Élaboration AMDIE- Données OC

I.3. L'INVESTISSEMENT DIRECT MAROCAIN A L'ÉTRANGER

En 2019, les flux nets des investissements directs marocains à l'étranger (IDME) se sont établis à 9,9 MM MAD contre 7,3 MM MAD enregistré une année auparavant, soit une hausse de 35%.

Fig.11- Évolution des IDME entre 2015 et 2019 (En MM MAD)



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

I.3.A. STRUCTURE DES IDME PAR PAYS

Fig.12- Répartition des IDME par zone géographique



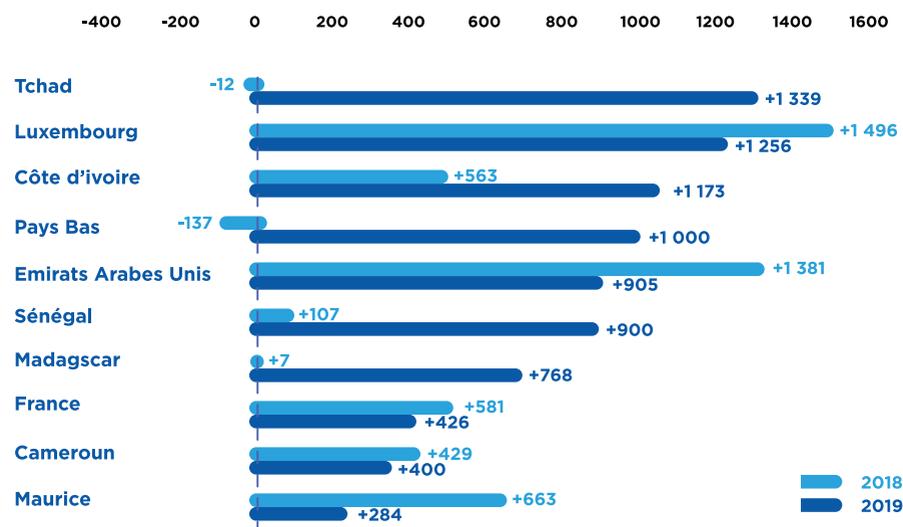
Source : Élaboration AMDIE- Données OC

En 2019, le Maroc est le 2^{ème} investisseur africain au monde derrière l'Afrique du Sud en termes de flux nets des IDE avec une hausse de 35,3% par rapport à 2018 soit une augmentation de 2,6 MM MAD.

L'Afrique représente 60% des investissements marocains sortants.

Le Tchad a occupé la première place en tant que pays d'accueil des IDME suivi du Luxembourg. La Côte d'Ivoire arrive en troisième position suivie des Pays-Bas, du Sénégal et de Madagascar.

Fig.13-Flux des IDME par pays en 2019 (En M MAD)

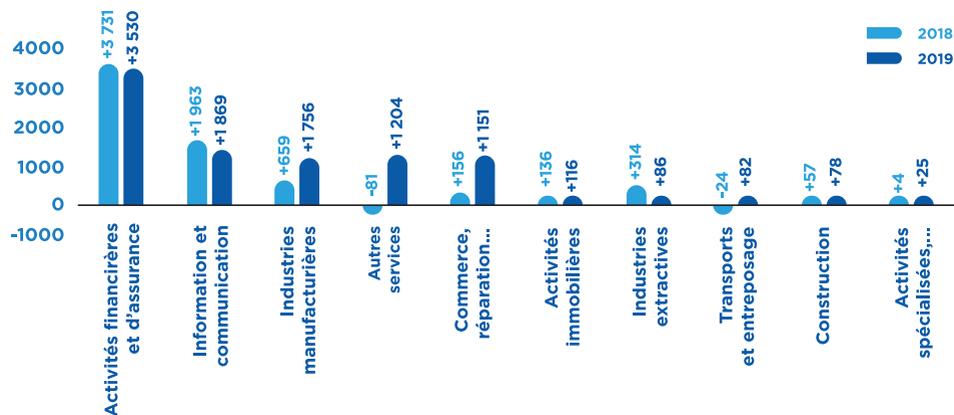


Source : Élaboration AMDIE- Données OC

I.3.B. STRUCTURE DES IDME PAR SECTEURS

Le secteur des activités financières et assurances demeure le premier secteur d'investissement marocain à l'étranger, ceci malgré la baisse importante de 3,6MM MAD, suivi de l'activité d'information et communication et des industries manufacturières.

Fig.14-Flux des IDME par secteur d'activité entre 2018 et 2019 (En M MAD)



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

I.4. BILAN DE LA COMMISSION DES INVESTISSEMENTS

En 2019 et sous la présidence de Monsieur le Chef du Gouvernement, la Commission des Investissements (CI) a tenu 02 réunions en vue d'examiner les projets qui lui sont soumis.

La première réunion s'est tenue le 27 mars 2019 et a approuvé 28 projets de conventions et d'avenants aux conventions d'investissement pour un montant global de 22,96 MM MAD devant permettre la création de 4 346 emplois directs et 7 934 emplois indirects.

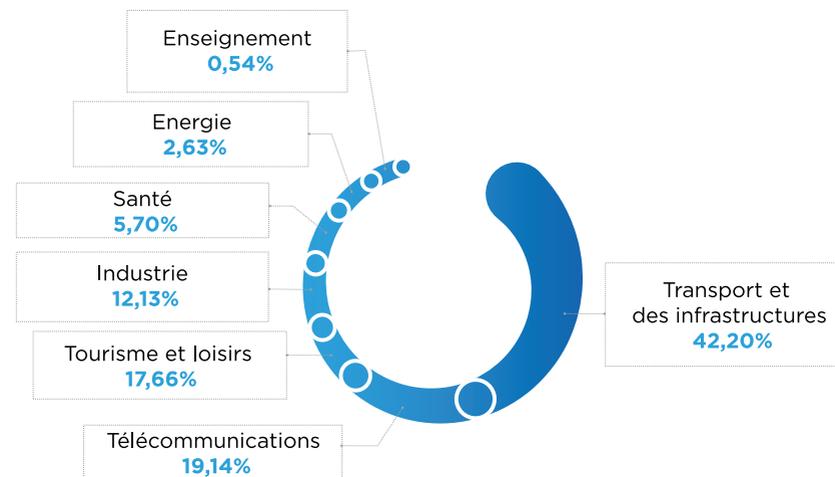
La répartition des investissements par secteur fait ressortir le secteur du transport et des infrastructures en 1^{ère} position avec 9,64 MM MAD, soit 42% des investissements projetés.

Le secteur des télécommunications occupe la 2^{ème} position avec 4,37 MM MAD soit plus de 19% des investissements projetés.

Le secteur du tourisme et loisirs arrive en 3^{ème} position avec 4,03 MM MAD, soit plus de 17% des investissements projetés.

Le secteur de l'industrie occupe la 4^{ème} position avec MM MAD, soit plus de 12% des investissements projetés.

Fig.15 - Répartition des Investissements par Secteurs



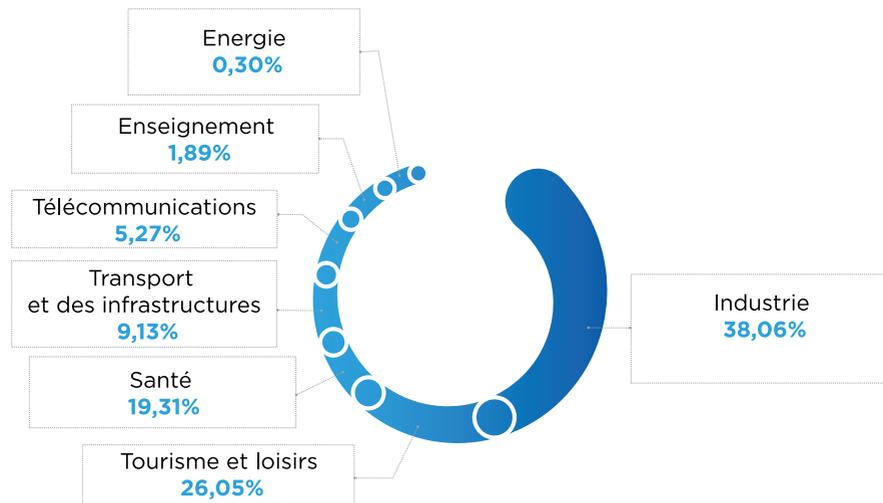
Source : CI du 27 mars 2019

La répartition sectorielle des emplois fait ressortir le secteur de l'industrie comme principal pourvoyeur d'emplois pour cette commission des investissements. Les projets relevant de ce secteur prévoient la création de 1 654 emplois directs soit plus de 38% des emplois à créer.

Le secteur du tourisme et loisirs occupe la 2^{ème} position avec 1 132 emplois à créer soit plus de 26% des emplois prévus.

Le secteur de la santé arrive en 3^{ème} position avec 839 emplois à créer, soit plus de 19% des emplois projetés.

Fig.16 - Répartition des Emplois par Secteurs



Source : CI du 27 mars 2019

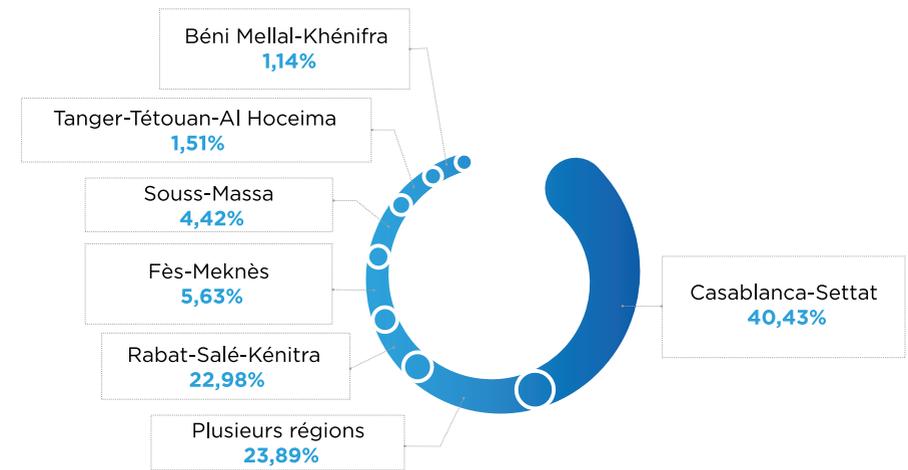
La ventilation des investissements selon la région d'implantation place les projets à réaliser dans la région de Casablanca-Settat en 1^{ère} position avec 9,28 MM MAD, soit plus de 40% des investissements projetés.

Les projets à réaliser dans plusieurs régions occupent la 2^{ème} position avec des projets d'investissement de l'ordre de 5,48 MM MAD, soit 24% des investissements projetés

La région de Rabat-Salé-Kénitra arrive en 3^{ème} place avec des projets d'investissements de l'ordre de 5,27 MM MAD, soit 23% des investissements projetés.

La région de Fès-Meknès est en 4^{ème} position avec des projets d'investissements de l'ordre de 1,29 MM MAD, soit plus de 5% des investissements projetés.

Fig. 17- Répartition des investissements par région d'implantation



Source : CI du 27 mars 2019

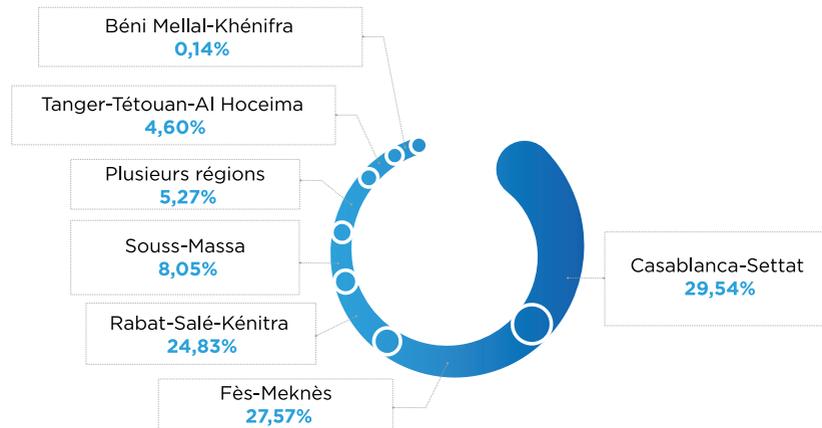
La répartition des emplois par région d'implantation fait ressortir la région de Casablanca-Settat en 1^{ère} position avec 1 284 emplois directs à créer, soit plus de 29% des emplois projetés.

La région de Fès-Meknès arrive en 2^{ème} position avec 1 198 emplois directs, soit plus de 27% des emplois projetés.

La région de Rabat-Salé-Kénitra est en 3^{ème} position avec 1079 emplois directs, soit plus de 24% des emplois projetés.

La région de Souss-Massa arrive en 4^{ème} position avec 350 emplois directs, soit plus de 8% des emplois projetés.

Fig.18- Répartition des Emplois par Région d'Implantation



Source : CI du 27 mars 2019

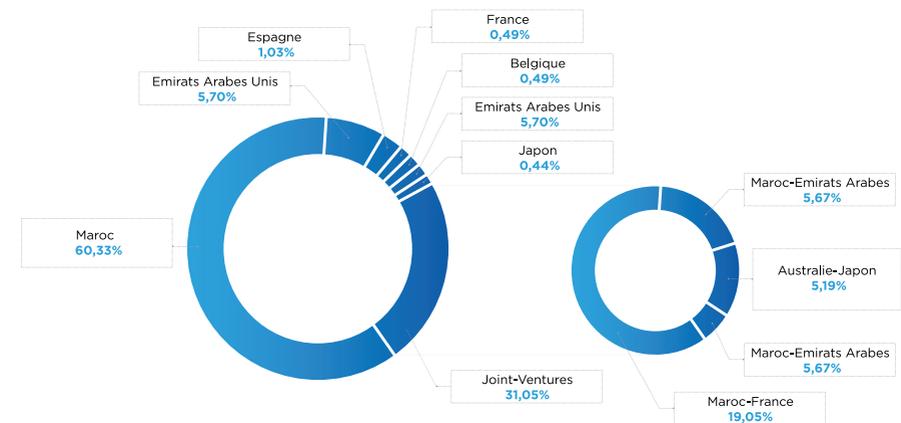
Avec 13,85 MM MAD, les investissements nationaux représentent la majeure partie des investissements projetés, soit plus de 60%. Ce résultat est attribuable aux grands projets relevant des secteurs du transport et infrastructures et du tourisme et loisirs.

Les joint-ventures arrivent en deuxième position avec 7,12 MM MAD, soit plus de 31% du montant global de cette Commission. Ces joint-ventures ont vu le jour dans le cadre de la mise en œuvre de grands projets dans le secteur de l'industrie, la santé et des télécommunications.

Les Émirats Arabes Unis se hissent en 3^{ème} position avec plus de 1,3 MM MAD, soit plus de 5% des investissements projetés.

L'Espagne se hisse en 4^{ème} position avec plus de 237M MAD, soit plus de 1% des investissements projetés.

Fig.19 - Répartition des investissements par origine



Source : CI du 27 mars 2019

La deuxième réunion de la CI s'est tenue le 15 juillet 2019 et a approuvé 11 projets de conventions et d'avenants aux conventions d'investissement pour un montant global de 5,09 MM MAD devant permettre la création de 1 799 emplois directs et indirects.

Ainsi, au titre de l'exercice 2019, la CI a approuvé 39 projets de conventions et d'avenants aux conventions d'investissement pour une enveloppe globale de 28,05 Milliards de Dirhams devant générer la création de 14 079 emplois directs et indirects.

Les investissements approuvés portent sur les secteurs de l'industrie, le transport et infrastructures, le tourisme et loisirs, les télécommunications, l'algoculture et la santé.

Ces résultats reflètent la confiance dont jouit l'économie nationale, grâce aux importantes réformes initiées par le gouvernement, notamment les réformes structurelles visant à stimuler et à soutenir l'investissement et la compétitivité des entreprises.

II.1. LE COMMERCE DANS LE MONDE

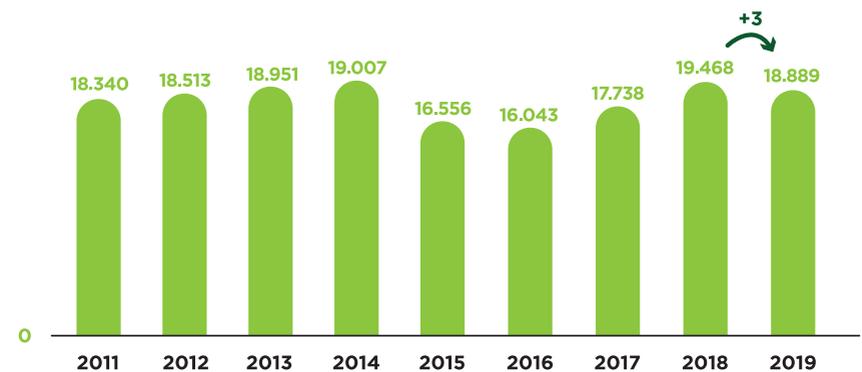
II.1.A. ÉVOLUTION DU COMMERCE MONDIAL

Le commerce des marchandises, mesuré comme la moyenne des exportations et des importations, a enregistré en volume une légère baisse de 0,1% en 2019 après avoir augmenté de 2,9% l'année précédente. En valeur, il a diminué de 3,0% contre une augmentation de 10,2% en 2018.

Cette baisse est le résultat de la continuité des tensions commerciales et de l'incertitude des politiques économiques.

En effet, à partir du 4^{ème} trimestre de l'année 2019, le commerce mondial a enregistré un recul intensif à cause de la perturbation importante des chaînes d'approvisionnement, en particulier asiatiques, liée à l'apparition de la pandémie du Covid-19.

Fig.20-Évolution des exportations mondiales entre 2009 et 2019
(En MM USD)



Source : Élaboration AMDIE- Données CNUCED

Concernant la valeur des exportations mondiales, elle a reculé à 3% pour s'établir à 18,89 billions de dollars américains.

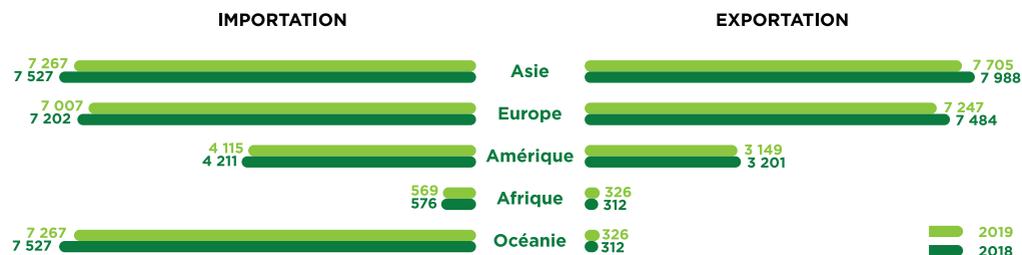
Les importations mondiales de marchandises ont dégagé une tendance négative en 2019 avec 19,2 billions de dollars américains contre 19,8 billions de dollars américains en 2018.

Les exportations des services commerciaux ont connu un ralentissement en 2019 par rapport à 2018, avec une croissance modérée dans tous les principaux secteurs à l'exception des transports. En effet, les services de transport ont affiché une baisse de 0,8% : l'incertitude économique et les tensions commerciales ont pesé sur les voyages internationaux et les dépenses connexes.

II.1.B. STRUCTURE DU COMMERCE MONDIAL

La baisse de 3% de la valeur du commerce mondial des marchandises est due principalement au recul des échanges de l'Europe et de l'Asie, qui représentent près des deux tiers du commerce mondial des marchandises.

Fig.21-Échanges mondiaux par régions en 2019 vs 2018
(En MM USD)



Source : Élaboration AMDIE- Données CNUCED

Selon les données de la CNUCED, l'Asie reste le premier fournisseur avec une part de 41% des exportations mondiales, malgré la baisse de 3,5% en 2019. Cette baisse s'explique essentiellement par le différend commercial entre le Japon et la Corée et l'apparition de la pandémie en Chine.

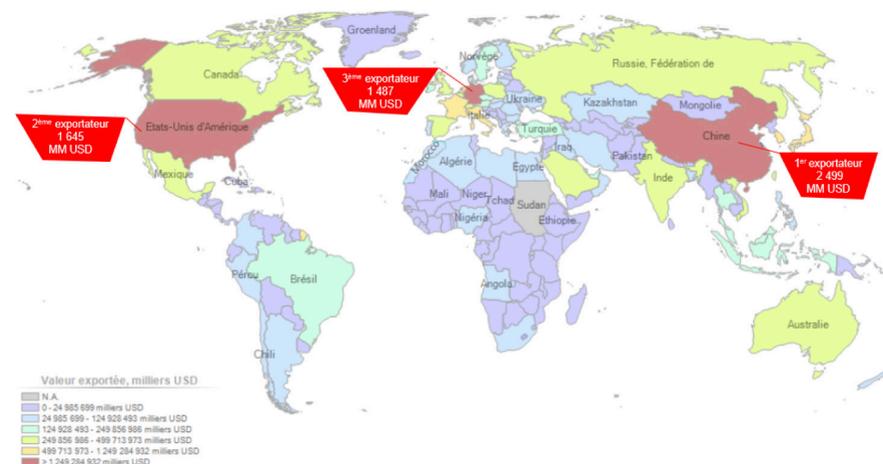
Les exportations des grands fournisseurs du continent ont baissé considérablement (Corée de 62,6 MM USD, Chine de 33,5 MM USD et Japon de 32 MM USD).

Les exportations des grandes économies européennes ont reculé en 2019. L'Allemagne premier fournisseur européen a vu ses exportations baisser de 4,6% soit 71 MM USD, les ventes de la France et des Pays Bas ont diminué respectivement de 2,4% et 2,1% par rapport à 2018.

Les exportations du continent américain ont baissé de 1,6% en 2019. Les plus touchés ont été les États-Unis, où les exportations ont diminué de 18 MM USD (soit 1,1%), le Brésil avec une baisse de 16,6 MM USD (soit 7%) et le Mexique qui a enregistré un recul de 10 MM USD (soit 2,3%).

Les exportations de l'Afrique représentent 2% de l'export total en 2019 avec une baisse de 4,5%.

Fig.22-Répartition des exportations par zone géographique
En 2019



Source : Élaboration AMDIE- Données OMC

Le commerce de services reste largement dominé par les pays développés. En effet, les États-Unis sont restés le premier exportateur mondial de services commerciaux en 2019, avec 876 MM USD d'exportations suivis du Royaume-Uni et de l'Allemagne avec des exportations respectives de 416 MM USD et 341 MM USD.

II.2. EXPORTATIONS MAROC-RESTE DU MONDE

II.2.A. ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS ET POSITIONNEMENT DU MAROC

La valeur globale des échanges commerciaux de marchandises avec le reste du monde a enregistré une légère augmentation de 2,2% en 2019 passant de 757 MM MAD à 773 MM MAD en 2019.

Cette évolution est due à une augmentation conjointe des importations de 2% et des exportations de 2,4% en 2019 par rapport à 2018.

Tab.2-Évolution des échanges commerciaux entre 2015 et 2019
(En MM MAD ; %)

	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations	218	226	249	275	282
Evolution	8,6%	3,5%	10,3%	10,7%	2,4%
Importations	372	411	438	481	491
Evolution	-4,9%	10,3%	6,7%	9,9%	2,0%
Valeur globale	590	636	687	757	773
Evolution	-0,3%	7,8%	8,0%	10,2%	2,2%
Solde commercial	-154	-185	-189	-206	-209
Evolution	-19,1%	19,9%	2,3%	8,9%	1,5%
Taux de couverture	59%	55%	57%	57%	57%
Evolution	14,1%	-6,2%	3,4%	0,7%	0,4%

Source : Élaboration AMDIE- Données OC

Les échanges commerciaux dégagent un déficit en hausse pour la quatrième année consécutive, pour atteindre 209 MM MAD en 2019 contre 206 MM MAD en 2018 et ceci malgré la légère amélioration du taux de couverture des importations par les exportations de 0,4 point.

Ce déficit commercial tient essentiellement à la hausse des importations de biens d'équipement et de la facture énergétique.

Selon les données de la CNUCED, avec 29 Milliards de dollars américains d'exportations de marchandises et une part de 6,2% des exportations africaines, le Maroc a occupé en 2019 la 6^{ème} position en Afrique devancé par le Nigeria, l'Algérie et l'Angola qui sont principalement des pays exportateurs de pétrole.

La part du Maroc dans le commerce mondial en 2019 était de 0,15%.

Tab.3-Principaux exportateurs dans les économies en développement 2019
Par groupe d'économie

Exportateur	Valeur (MM USD)	Part dans les exportations africaines	Part dans le total mondial
Afrique du Sud	90	19,5%	0,48%
Nigeria	62	13,3%	0,33%
Algérie	36	7,8%	0,19%
Angola	35	7,5%	0,18%
Égypte	29	6,3%	0,15%
Maroc	29	6,2%	0,15%

Source : Élaboration AMDIE- données CNUCED

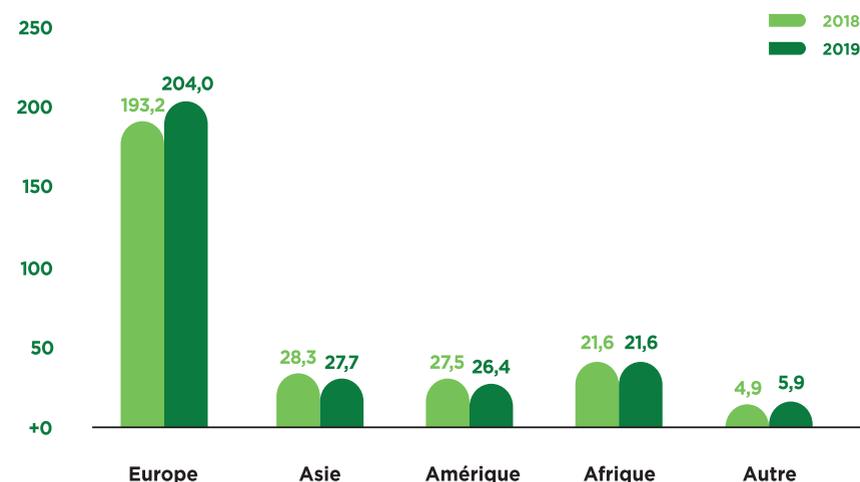
Les exportations des services au Maroc ont enregistré un montant de 186,3 MM MAD en 2019 contre 174,9 MM MAD en 2018 soit une hausse de 6,5%.

En 2019, les exportations de voyages ont enregistré un record de 78,8 MM MAD et participent dans le total des exportations des services à 42%, suivies des exportations du transport à 19% et les exportations de télécommunication et d'informatiques à 8%.

II.2.B. STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Les exportations du Maroc sont destinées principalement aux pays européens. En effet, l'Europe maintient son rang de principal client du Maroc avec 71% des exportations marocaines en 2019 et une augmentation de 7 MM MAD.

Fig.23- Exportations par zone géographique entre 2018 et 2019
(En MM MAD)



Source : OC

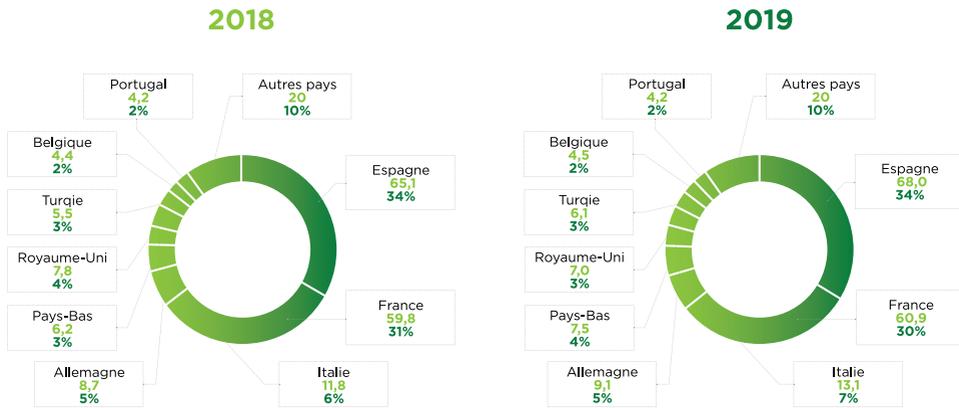
Exportations vers l'Europe

En 2019, les importations mondiales de marchandises ont été concentrées en Europe de 36%, soit une baisse de 3% par rapport à 2018. Malgré cette baisse le Maroc a pu augmenter sa part de marché dans cet espace.

L'évolution des exportations marocaines de +2,4% (6,6 MM MAD) vers le monde en comparaison à 2018, a été principalement due à la croissance positive des dites exportations vers le marché européen avec +3,7%.

Les partenaires commerciaux traditionnels du Royaume dans la Zone Euro, à savoir, l'Espagne et la France accaparent une part mondiale importante des exportations marocaines de marchandises avec respectivement 24% et 21%.

Fig.24- Répartition des exportations marocaines vers l'Europe en 2019 vs 2018
(En MM MAD ; %)



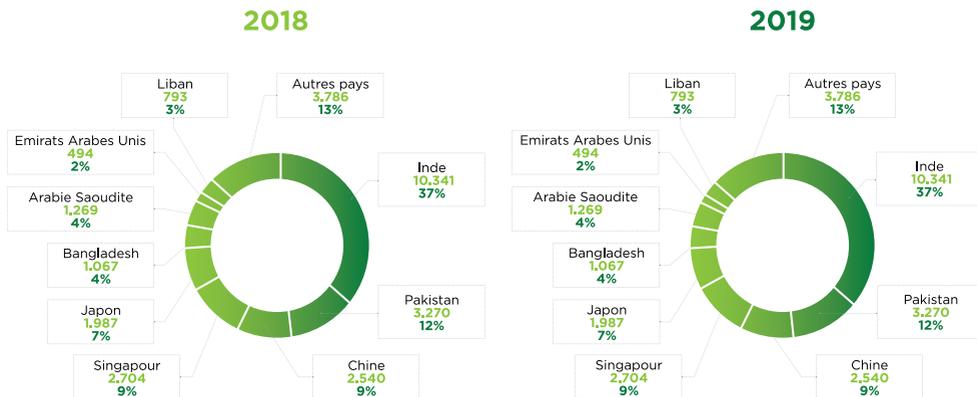
Source : Élaboration AMDIE- Données OC

Exportations vers l'Asie

En 2019, les importations mondiales de marchandises ont été concentrées en Asie de 34%, soit une baisse de 4% par rapport à 2018. En 2019, le marché asiatique constitue 9,8% des exportations marocaines de marchandises.

Les exportations vers l'Asie ont enregistré une baisse de 520 M MAD en 2019, expliquée principalement par la baisse de -20% des exportations vers l'Inde qui constitue le premier partenaire commercial du Maroc en Asie.

Fig.25- Répartition des exportations marocaines vers l'Asie en 2019 vs 2018
(En M MAD ; %)



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

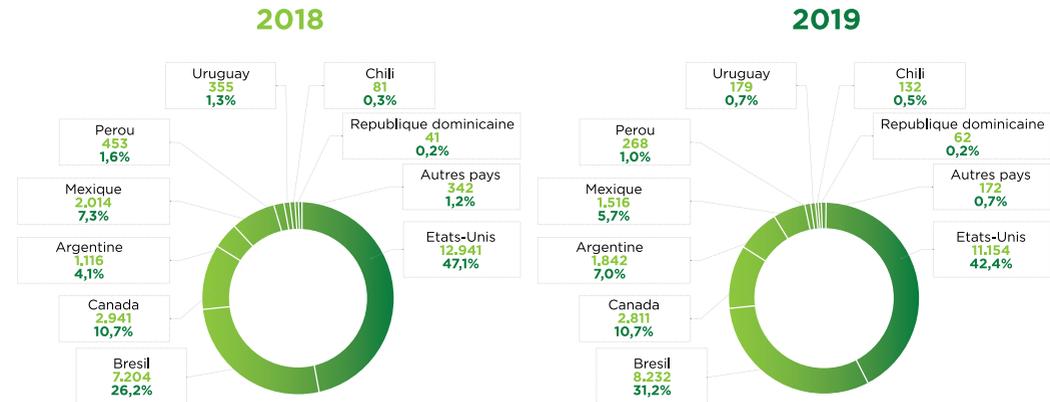
Exportations vers l'Amérique

Au niveau de ce continent, les importations mondiales de marchandises ont été concentrées vers l'Amérique du nord avec une part de 18% en 2019 soit une baisse de 2% par rapport à 2018.

Les exportations marocaines de marchandises vers l'Amérique sont destinées principalement aux Etats-Unis avec une part au monde de 4% de (soit une baisse de 14% par rapport à 2018), suivis du Brésil avec 3% (soit une hausse de 14%), le Canada avec 1% (soit une baisse de 4%), l'Argentine avec 0,65% et le Mexique avec 0,5%. Ces cinq pays constituent 97% des exportations marocaines de marchandises destinées au continent américain.

La baisse enregistrée en 2019 sur le marché des Etats-Unis d'Amérique, avec qui le Maroc est lié par un ALE, a concerné principalement les engrais avec 30% de baisse (sachant que ces derniers ont constitué 50% des exportations marocaines vers ce marché) et les machines, appareils et matériels électriques et leurs parties avec 3% de baisse.

Fig.26- Répartition des exportations marocaines vers l'Amérique en 2019 vs 2018
(En MMAD ; %)



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

Exportations vers l'Afrique

En 2019, les exportations vers l'Afrique ont connu une légère hausse de 55 M MAD et ce, grâce essentiellement à la hausse des exportations marocaines de marchandises vers le Djibouti de 1,1 MM MAD.

La part de l'Afrique dans les exportations marocaines de marchandises est de 7,6% en 2019.

Le top cinq des marchés africains sont le Djibouti (9,9% de part dans les exportations destinées à l'Afrique), suivi du Sénégal (9,8%), Mauritanie (8,7%), la Côte d'Ivoire (8%) et l'Algérie (7%).

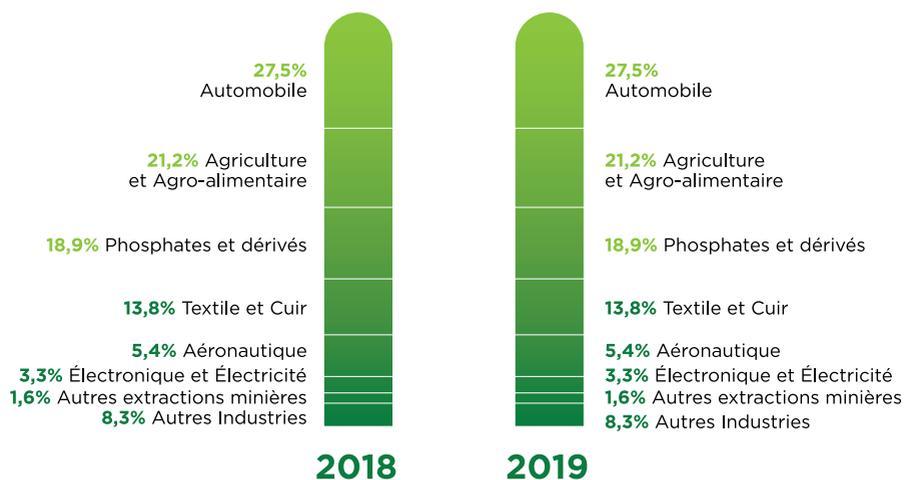
Il ressort de l'analyse de la structure des exportations marocaines vers l'Afrique que les engrais viennent en première position avec une augmentation de 4,5% entre 2018-2019, les machines, appareils et matériels électriques ont enregistré une légère hausse de 1,2% tandis que les voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres ont enregistré une baisse de 28%.

Les exportations marocaines vers le marché de la CEDAO ont connu entre 2015-2019 une évolution positive de 18%, mais en 2019 elles ont enregistré une baisse de 2,5% par rapport à l'année 2018. La part du Maroc sur ce marché est de 1%.

II.2.C. STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET PRODUITS

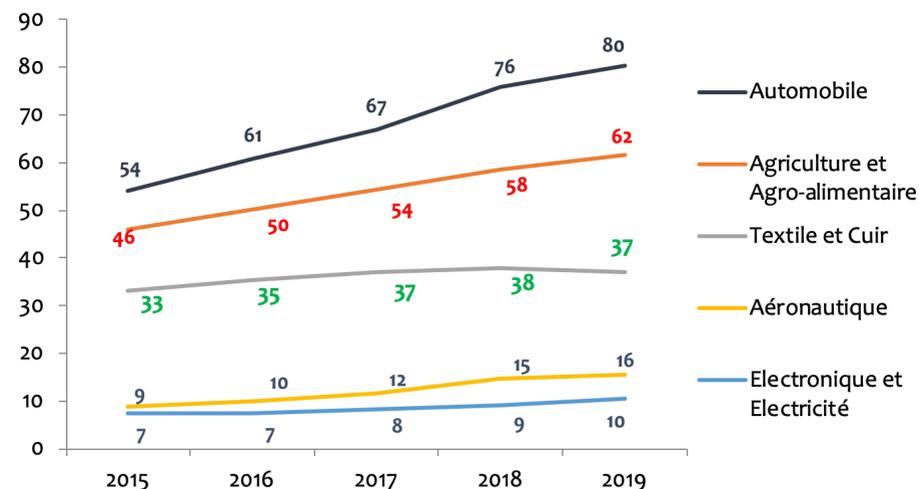
L'accroissement des exportations de 2,4% en 2019 par rapport à 2018, selon les données provisoires de l'Office des Changes, s'explique principalement par la performance du secteur automobile et des phosphates et dérivés.

Fig.27-Structure des exportations par secteur d'activité en 2019



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

Fig.28- Évolution des exportations du top 5 des secteurs d'activité en 2019



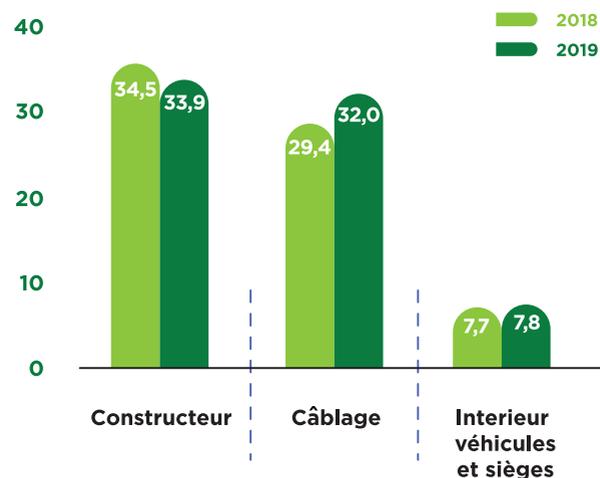
Source : Élaboration AMDIE- Données OC

Pour la sixième année consécutive, le secteur automobile occupe le premier rang sur la liste des secteurs exportateurs au Maroc avec une part de 28,4% en 2019 contre 27,5% en 2018.

Cette dynamique résulte essentiellement de la progression des ventes du câblage de 8,9% et de l'intérieur véhicules et sièges de 14,2%.

Malgré la baisse de 1,1% par rapport à 2018, l'écosystème de la construction automobile représente la part la plus importante : 42,2% en 2019.

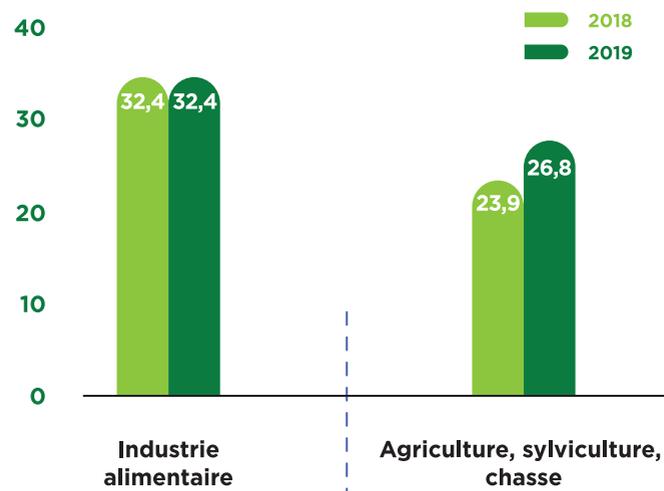
Fig.29- Exportations des écosystèmes automobiles entre 2018 et 2019
(En MM MAD)



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

En 2019, les exportations du secteur agriculture et agro-alimentaire ont enregistré une augmentation de 5,3% grâce à la hausse des produits agricoles de 2,9 MM MAD.

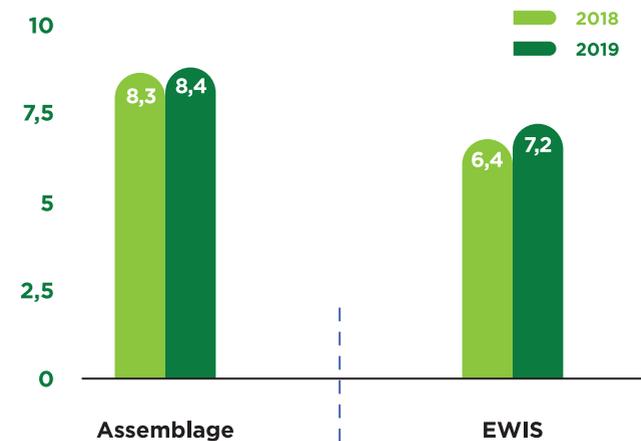
Fig. 30- Exportations du secteur agriculture et agro-alimentaire entre 2018 et 2019
(En MM MAD)



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

Les exportations du secteur aéronautique s'inscrivent en hausse de 5,9% par rapport à 2018, grâce principalement à la dynamique de l'écosystème EWIS dont les exportations augmentent de 800 M MAD.

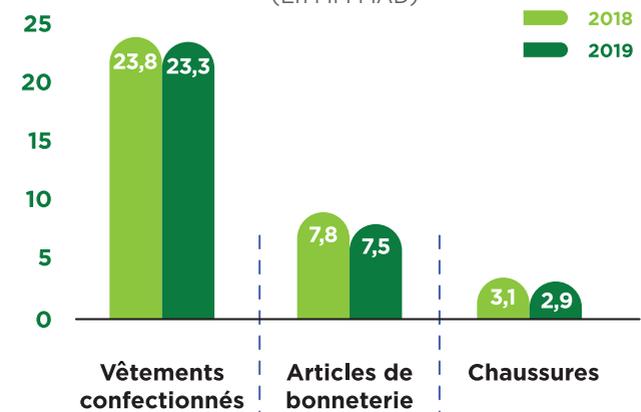
Fig.31- Exportations des écosystèmes aéronautiques entre 2018 et 2019
(En MM MAD)



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

Après trois années consécutives de hausse, les exportations du secteur textile et cuir enregistrent une légère baisse de 2,6% en 2019 par rapport à 2018, résultat de la baisse de la demande des pays de l'Union Européenne qui représentent le principal client de l'industrie textile nationale.

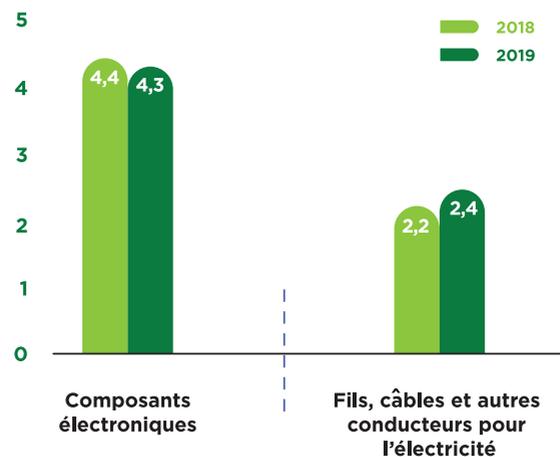
Fig. 32- Exportations du secteur textile et cuir entre 2018 et 2019
(En MM MAD)



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

Les exportations du secteur électronique poursuivent leur croissance et marquent une hausse de 13,6% en 2019, tirée par la hausse des ventes de 9,5% des fils, câbles et autres conducteurs pour électricité.

Fig. 33- Exportations du secteur électronique entre 2018 et 2019
(En MM MAD)



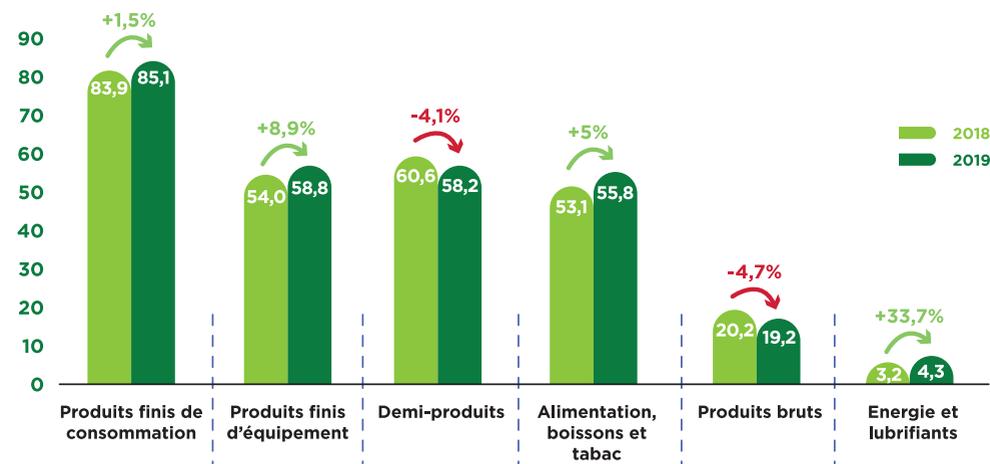
Source : Élaboration AMDIE- Données OC

Le secteur pharmaceutique progresse avec une légère hausse de 1,5%.

A l'exception des ventes de produits bruts qui ont baissé de 0,9 MM MAD et de demi-produits qui ont affiché une baisse de 2,5 MM MAD à cause du recul des exportations des engrais naturels et chimiques de 1,8 MM MAD, les exportations des autres groupes de produits ont enregistré une augmentation et ce, notamment pour :

- Les produits finis d'équipement avec une hausse des ventes 4,8 MM MAD, tirées par les exportations de fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité avec 3,2 MM MAD.
- Les produits alimentaires avec une hausse 2,6 MM MAD, résultat de la performance des exportations de fraises et framboises avec 1,1 MM MAD
- Les biens de consommation et les produits énergétiques respectivement avec 1,3 MM MAD et 1,1 MM MAD.

Fig. 34- Évolution des exportations par groupe de produits entre 2018 et 2019
(En MM MAD)



Source : Élaboration AMDIE- Données OC

III.1. BILAN DU COMITÉ NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Le CNEA constitue une plateforme de Dialogue Public-Privé en matière d'amélioration du Climat des Affaires et de suivi de l'image du Maroc à l'international.

Il est à la fois, une force de proposition, de pilotage de la mise en œuvre, et d'évaluation des réformes tant au niveau national que celui des régions, en étroite collaboration avec les Comités Régionaux de l'Environnement des Affaires (CREA).

Par ailleurs et afin d'améliorer l'attractivité du pays, il présente et valorise les réformes réalisées au Maroc auprès des organisations internationales et des producteurs de rapports internationaux.

Ses domaines d'intervention prioritaires sont axées autour de:

- L'amélioration du cadre légal et réglementaire des affaires à travers la réforme du droit des affaires en vue de la modernisation du dispositif juridique et son adaptation aux normes internationales ;
- La dématérialisation et la simplification des procédures administratives appliquées aux entreprises en vue du renforcement de la transparence et de la réduction du nombre et des délais des procédures ;
- La mise en place d'un système de guichets uniques regroupant en un seul point physique ou électronique toutes les démarches nécessaires.

Parmi les principales réalisations du CNEA au titre de l'exercice 2019 :

- La réalisation d'une enquête sur les principales contraintes au développement du secteur privé : enquête élaborée en partenariat avec le groupe de la Banque Mondiale et réalisée auprès de 1221 entreprises réparties sur plusieurs secteurs d'activités et sur toutes les régions du Royaume. Les résultats de cette enquête constitueront un intrant important pour l'élaboration de la vision à moyen terme pour l'amélioration de l'environnement des affaires au Maroc.
- L'élaboration d'une étude sur l'attractivité du Maroc : elle s'appuie sur un benchmark des bonnes pratiques aux niveaux national et international en matière de renforcement de l'attractivité du pays, et sur l'expérience et suggestions des acteurs nationaux clés, tout en prenant en considération les atouts et les spécificités du Royaume par rapport à des secteurs stratégiques et elle devrait éclairer le CNEA sur les rapports et classements clés et prioritaires ayant une influence sur l'attractivité du Maroc des investissements étrangers.
- Le développement d'une vision pluriannuelle de l'amélioration de l'environnement des affaires : ayant pour objectif d'enrichir et d'améliorer l'efficacité du processus actuel d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des plans d'action annuels du CNEA, tout en offrant aux opérateurs du secteur privé une visibilité à moyen terme sur les réformes prioritaires du climat des affaires au Maroc.

- La mise en place de plateformes digitales : ayant pour but de concevoir, implémenter, suivre et évaluer les projets de réformes (plateforme « Business Dialogue », plateforme « Business Survey », plateforme « Business International Rankings », plateforme « Business Delivery » plateforme « Business Procedures », plateforme « Business Regulations » et plateforme « Business Barometer ».
- La réforme du droit des sûretés mobilières et la mise en place du registre national électronique des sûretés mobilières : l'aboutissement de la nouvelle loi 21.18 relative aux sûretés mobilières et son décret d'application portant création du RNESM publiés au Bulletin Officiel du 22 avril 2019 et du 21 novembre 2019 respectivement marquent un nouveau jalon dans le processus de modernisation et de développement de l'arsenal juridique régissant le droit des affaires au Maroc.
- La gouvernance d'entreprise : amendement des lois sur les SA et les SARL publiées dans le Bulletin officiel n° 6773 du 29 avril 2019, ont été élaborés par référence aux meilleurs standards internationaux en la matière et dans le cadre d'une approche participative et consensuelle entre les parties prenantes concernées.
- L'amendement du règlement général de construction : le décret 2.18.577 approuvant le nouveau RGC a été publié le 12 juin 2019.
- La réalisation d'une étude sur la dimension économique de la commande publique : Les objectifs principaux de l'étude lancée, avec le soutien de la GIZ, concernent la mesure de l'impact de la commande publique sur le développement économique du pays, l'identification des limites, des dysfonctionnements et des écarts éventuels de la dimension économique de la commande publique au Maroc et la proposition, sur la base des conclusions de l'étude, des réformes et des mesures d'accompagnements nécessaires afin de faire de la commande publique un levier au service de l'économie nationale.
- La création et l'accompagnement d'entreprises par voie électronique : le dahir portant promulgation de la loi n° 88-17 relative à la création par voie électronique des entreprises et leur accompagnement a été publié au Bulletin Officiel n°6745 du 21 Janvier 2019. Cette loi entre en vigueur une fois les textes d'application publiés, et prévoit la mise en place d'une plateforme électronique où seront connectées toutes les parties prenantes concernées par la création de l'entreprise.

III.2. CLASSEMENT DU MAROC DANS LES RAPPORTS INTERNATIONAUX

Les efforts que ne cesse de déployer le Maroc pour l'amélioration du climat des affaires et la promotion d'un environnement propice aux investissements et aux exportations, à travers la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire moderne, lui ont permis de renforcer son attractivité et d'améliorer son classement au niveau de plusieurs rapports internationaux.

III.2.A. DOING BUSINESS

L'édition 2020 du rapport Doing Business, publié par la Banque Mondiale, classe le Maroc au 53^{ème} rang parmi les 190 pays recensés soit 7 places gagnées par rapport à l'édition de 2019 lui permettant d'occuper le 1^{er} rang en Afrique du Nord, le 3^{ème} dans la région MENA et le 3^{ème} en Afrique.

Le Maroc a, par ailleurs, dépassé les pays qui le devançaient une année auparavant. Il s'agit notamment de la Roumanie (52^{ème} à la 55^{ème}), de l'Italie (51^{ème} à la 58^{ème}), du Mexique (54^{ème} à la 60^{ème}).

Désormais, 3 places seulement séparent le Maroc de son objectif à savoir se hisser au Top 50 des plus grandes économies du monde dans l'indice DB à l'horizon 2021.

Le score positif du Maroc dans ce nouveau classement mondial est dû à l'adoption d'une série d'importantes mesures et réformes liées aux affaires et aux activités des entreprises marocaines, et qui s'inscrivent dans le cadre du programme de travail du CNEA.

- Octroi des permis de construire : le Maroc est classé 16^{ème} au niveau mondial en lançant une nouvelle version de la plate-forme électronique pour la gestion numérique des permis de construire;
- Raccordement au réseau électrique (34^{ème} au niveau mondial contre 59 l'année dernière). La position du Maroc s'est améliorée grâce à la facilitation du raccordement électrique des entreprises à Casablanca à travers le lancement d'une plateforme électronique, baptisée «e-Raccordement», pour le dépôt et le suivi des demandes de raccordement en moyenne tension et le développement de l'utilisation des postes de transformation préfabriqués;
- Protection des investisseurs minoritaires : le Maroc a renforcé la protection des investisseurs minoritaires et a établi le principe de transparence et de bonne gouvernance fondé sur les normes internationales dans ce domaine;
- Paiement des impôts: le Maroc a rendu le paiement des impôts moins coûteux en réduisant le taux de l'impôt sur les sociétés ;
- Commerce transfrontalier: le Maroc a accéléré les échanges transfrontaliers en introduisant le paiement électronique des frais portuaires, en rationalisant le dédouanement sans papier et en étendant les heures d'ouverture du port ;
- Exécution des contrats: le Maroc a facilité l'exécution des contrats en introduisant un système automatisé qui attribue au hasard les affaires aux juges.

Tab 4. Classement Maroc- DB

Indicateurs	Classement		Variation
	DB 2019	DB 2020	
Classement global	60	53	7
Création d'entreprise	34	43	-9
Obtention de permis de construire	18	16	2
Raccordement à l'électricité	59	34	25
Transfert de propriété	68	81	-13
Obtention de prêts	112	119	-7
Protection des investisseurs minoritaires	64	37	27
paiement des impôts	25	24	1
Commerce transfrontalier	62	58	4
Exécution des contrats	68	60	8

Source : Élaboration AMDIE- Données Doing Business 2020

III.2.B. WHERE TO INVEST IN AFRICA

Selon le dernier classement du rapport « Where To Invest In Africa 2020 » publié par Rand Merchant Bank (RMB), le Maroc est le 2^{ème} pays le plus attractif en Afrique derrière l'Égypte.

Le rapport évalue le potentiel d'investissement de chaque économie africaine en s'appuyant sur les fondamentaux macroéconomiques et les aspects pratiques de la conduite des affaires.

Grâce à son taux de croissance de 4%, à son retour dans l'Union africaine (UA) et son projet d'adhésion à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Maroc a amélioré son attrait aux investissements.

Tab. 5 : Top 10 Where to Invest in Africa

Pays	Classement 2019	Classement 2018	Variation
Egypte	1	1	
Maroc	2	3	1
Afrique du Sud	3	2	-1
Kenya	4	5	1
Rwanda	5	6	1
Ghana	6	9	3
Cote d'Ivoire	7	10	3
Nigéria	8	8	0
Ethiopie	9	4	-5

Source : Élaboration AMDIE- Données Rand Merchant Bank

III.2.C. INDICE DE COMPÉTITIVITÉ MONDIALE - WORLD ECONOMIC FORUM 2019

Au titre de l'édition 2019, le Maroc est classé 75^{ème} sur 141 pays et garde la même place qu'en 2018.

Le Maroc est tout de même dans le peloton de tête des économies les plus compétitives en Afrique. Il est classé 3^{ème} juste derrière l'île Maurice et l'Afrique du Sud.

Il a amélioré son score par rapport à l'édition 2018 dans onze critères à savoir : la qualité des institutions, la qualité des infrastructures, l'adoption des technologies de l'information, environnement de marché des produits, le marché du travail, le système financier, la taille du marché, la dynamique des affaires, la capacité d'innovation, stabilité macroéconomique et la compétence des ressources humaines.

Tab.6 : Top 10 pays africains selon l'indice de compétitivité du WEF

Pays	Score	Rang Mondial	Evolution
Maurice	64.3	52	-3
Afrique du Sud	62.4	60	+7
Maroc	60	75	+1.5
Seychelles	59.6	76	+1.1
Tunisie	56.4	87	+0.8
Algérie	56.3	89	+2.5
Botswana	55.5	91	+1
Egypte	54.5	93	+1
Namibie	54.5	94	+1.8
Kenya	54.1	95	+0.5

Source: Élaboration AMDIE- Données WEF

III.2.D. BEST COUNTRIES 2019

Selon le classement du magazine américain «US News & World Report» pour l'année 2019 portant sur les pays les plus puissants du monde, le Maroc occupe la 42^{ème} place sur 80 pays et gagne ainsi 5 places par rapport à 2018.

Ce classement mesure chaque année la performance globale de 80 pays selon 75 critères tels que l'entrepreneuriat, la citoyenneté, l'ouverture aux affaires, la qualité de vie, l'influence économique, le pouvoir et la richesse culturelle.

Tab 7. Classement Best Countries 2019

Pays	Classement 2019	Classement 2018	Evolution
Afrique du Sud	37	39	+2
Egypte	40	42	+2
Maroc	42	47	+5
Ghana	69	71	+2
Tunisie	72	65	-7
Nigéria	74	76	+2

Source : Élaboration AMDIE- Données US News

III.2.E. GLOBAL FINANCIAL CENTERS 2019

Selon le classement de l'indice «Global Financial Centres Index» (GFCI), Casablanca Finance City est classée 21^{ème} au niveau mondial et 1^{ère} en Afrique.

Publié semestriellement par Z/YEN et Long Finance, cet indicateur mesure semestriellement la compétitivité des 102 meilleurs centres financiers au monde et ce à travers les 5 domaines suivants : l'environnement des affaires, le capital humain, l'infrastructure, le secteur financier et la réputation.

Tab 8. Classement GFCI 2019

Pays	Classement 2019	Classement 2018	Evolution
New York	1	1	0
Dubaï	8	15	▲+7
Paris	17	23	▲+6
Boston	18	13	▼-5
Casablanca	21	28	▲+7
Genève	26	27	▲+1

Source: Élaboration AMDIE- Données Z/YEN et Long Finance

III.2.F. CONNECTIVITY INDEX 2019

Le rapport 2019 sur le transport maritime publié par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) classe le Maroc 22^{ème} mondial et 2^{ème} pays en Afrique selon l'Index de connectivité maritime. En 12 ans, le Maroc a gagné 51 places.

Ce rapport est la principale publication des Nations unies analysant le commerce maritime, la flotte mondiale, les coûts du transport, le trafic portuaire et les derniers développements opérés dans les cadres juridique et réglementaire du transport maritime international.

Tab 9. Classement Maroc- indice de connectivité maritime 2019 vs 2007

2007		2019	
1	Chine	1	Chine
2	Hong Kong	2	Singapour
...
13	Japon	13	Italie
14	Taiwan	14	France
15	Italie	15	EAU
16	EAU
17	Egypte	22	Maroc
19	Sri Lanka	23	Turquie
...	...	24	Inde
22	Canada
26	Grèce	28	Suède
27	Panama	37	Canada
...
79	Congo	77	Finlande
80	Maroc	81	Irlande
81	Irlande	78	Sénégal
...	...	82	Namibie
137	Géorgie
		120	Tunisie

+51 PLACES

Source: Élaboration AMDIE- Données CNUCED

III.2.G. NATION BRANDS 2019

Dans la dernière étude de Brand Finance, la marque Maroc s'est classée 64^{ème} nation la mieux valorisée au monde et a amélioré son classement par rapport à 2018 et 2017 (respectivement 69^{ème} et 72^{ème}).

A l'échelle africaine, le Maroc occupe la 5^{ème} place après le Nigeria (40^{ème}), l'Afrique du Sud (46^{ème}), l'Égypte (49^{ème}) et l'Algérie (58^{ème}).

Cet indice est publié annuellement par le cabinet Brand Finance et mesure la puissance et la valeur de la marque nationale de 100 pays, calculées selon trois piliers : l'investissement (gouvernance, marché, compétences), la société (qualité de vie, justice, sécurité...) et les biens et services (gouvernance, marché, tourisme).

Tab 10. Classement Maroc 2019-2007

Pays	Classement 2019	Classement 2018	Evolution
Nigéria	40	48	▲+8
Afrique du Sud	46	47	▲+1
Egypte	49	54	▲+5
Algérie	58	56	▼-2
Maroc	64	67	▲+3
Kenya	66	70	▲+4

Source: Élaboration AMDIE- Données Brand Finance

L'AMDIE se positionne comme la tête de pont pour dynamiser et mettre en mouvement tout un écosystème plus ou moins large : le cœur étant la Team Maroc. Son rôle est de se positionner comme un maillon central afin d'accentuer l'impact des acteurs sur l'investissement, l'export et la promotion de l'économie marocaine. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de promotion de l'offre Maroc, diverses actions visant à impulser l'accélération Business de l'AMDIE ont été menées, dont notamment :

- Une nouvelle approche promotionnelle: Création de valeur autour de la nouvelle marque « Morocco Now » et articulation autour de quatre leviers principaux :
 - Promotion, démarchage et road-shows ciblant les donneurs d'ordres et investisseurs potentiels identifiés ;
 - Elaboration de contenus et mise en cohérence des messages à l'international en concertation avec la Team Maroc ;
 - Appui renforcé à la vocation du Maroc en tant que plateforme d'investissement et d'export pour l'Afrique;
 - Elargissement de l'approche contractuelle AMDIE - Associations aux filières matures.
- Des actions de développement et de démarchage :
 - Promotion de l'offre et de la destination Maroc sur les principales plateformes mondiales spécialisées ;
 - Démarchage d'investisseurs et donneurs d'ordre pour les filières prioritaires (One to One) ;
 - Exploration de nouveaux marchés à fort potentiel pour l'investissement et l'export.
- Une refonte en profondeur des outils de travail et support de communication :
 - Revue, actualisation et enrichissement des argumentaires (pitches et brochures) : notamment la réalisation de benchmarks, la mise en avant des avantages du Maroc à travers des classements internationaux et le développement d'un argumentaire basé sur le « reveal unexpected »;
 - Refonte des outils promotionnels pour les rendre impactants, modernes et plus visuels à travers notamment la mise à jour et l'adaptation d'une brochure généraliste et des brochures sectorielles avec la nouvelle identité visuelle ;
 - Création d'un écosystème digital agile pour une promotion économique et territoriale plus pertinente à travers la mise en place de solutions évolutives: un site web interactif Morocco Now (en phase de tests), un service web analytics (intégré au site web), un module CRM voire « Contact / Lead Manager » et son intégration dans le site Internet pour permettre la génération automatique des LEADS, une plateforme de mise en relation (exportateurs/donneurs d'ordre).
- Des actions de communication dans des supports de renom :
 - Dossiers spéciaux sur le maroc : The Japan Times, The Miami Herald, The Guardian;
 - Rapports internationaux sur le Maroc : Leading Edge Morocco 2019 ;
 - Autres insertions publicitaires : Automotive News Europe, Financial Times, La Tribune Afrique.

- Un renforcement de la coopération institutionnelle et régionale à travers :
 - La participation aux travaux des commissions mixtes ;
 - La conclusion et la signature de conventions de partenariat et de coopération ;
 - Les missions d'études et de benchmark dans le cadre de l'échange des « best practices » dans le domaine de la promotion des investissements et des exportations.
- Une participation à des événements institutionnels majeurs au cours de l'année 2019 tels que :
 - Sommet International de l'investissement de Gujarat ;
 - Congrès des femmes d'affaires Arabes et Africaines ;
 - Réunion Annuelle d'Investissement à Dubai ;
 - Conférences itinérantes AIM Africa à Rabat, Pékin et Washington ;
 - Forum Medays ;
 - Salon CES dédié aux start-up et à l'innovation à Las Vegas ;
 - Festival Sakia El Hamra, Laayoune ;
 - Moussem de Tantan et organisation d'une conférence d'investissement et d'exportation en marge du Moussem ;
 - Salon Arabia Expo à Moscow ;
 - Africa CEO Forum à Kigali.

A ce titre et grâce à une démarche offensive de l'AMDIE pour accompagner d'une part la dynamique enclenchée autour du développement des investissements et des exportations et d'autre part, ancrer l'offre Maroc dans les radars des donneurs d'ordre et des investisseurs étrangers, 189 business events investissements et exportations ont pu être organisés.

Les business events dédiés à l'Investissement ciblent principalement les marchés porteurs de l'UE (France, Portugal, Espagne et Allemagne), de l'Asie (Japon et Chine) et de l'Amérique (Etats-Unis d'Amérique) pour la promotion du Maroc en tant que destination d'investissement attractive.

Les Business Event dédiés à l'Export concernent principalement la promotion du secteur cuir, des autres secteurs notamment pharmaceutique, BTP, culture, audiovisuel.

BUSINESS EVENTS : COMPARATIF DES CHIFFRES 2019 VS 2018

Évolution des réalisations	2018	2019	2018 Vs 2019
Manifestations invest & export	132	189	+43%
Secteurs accompagnés	13	15	2
Marchés ciblés	24	35	Plus 11 marchés
Participations	344	623	81%

PERSPECTIVES
ET IMPACT DE LA
PANDÉMIE SUR LES
INVESTISSEMENTS ET
LES EXPORTATIONS

Avant 2020, l'environnement économique mondial est déjà fragilisé en raison de l'incertitude marquant les politiques commerciales, les tensions géopolitiques notamment celle liées à l'aggravation des tensions commerciales sino-américaines, l'incertitude liée au Brexit et le ralentissement de l'économie des principaux pays émergents.

La pandémie de la Covid-19 vient d'amplifier cette crise et conduit le monde vers une récession et une contraction des marchés des pays émergents et en développement. Face à cette situation, la plupart des organismes internationaux producteurs de statistiques ont révisé leurs prévisions à la baisse.

Selon la CNUCED, les perspectives restent très incertaines et dépendent de la durée de la crise sanitaire et de l'efficacité des mesures adoptées par les gouvernements pour y faire face.

Les flux mondiaux d'IDE pourraient perdre jusqu'à 40 % de leur volume en 2020 à cause de la pandémie de la COVID 19.

Cette tendance baissière continuera en 2021, les IDE devraient une fois de plus diminuer de 5 à 10%.

À partir de 2022, les flux d'investissement reprendront lentement, entraînés par la restructuration des chaînes de valeur mondiales.

En effet, les grandes multinationales mondiales ont vu leurs bénéfices baisser de 40% en moyenne. Cette baisse impacte les bénéfices réinvestis, qui représentent plus de 50% des IDE.

Toujours selon la CNUCED, les effets néfastes de la crise sanitaire, bien que considérables, varient selon les régions et se sont les économies en développement qui seront les plus touchées et connaîtront la plus forte baisse des IDE parce qu'elles ne sont pas en mesure de mettre en place les mêmes mesures de soutien économique que les pays développés.

Au titre des cinq premiers mois de l'année 2020, le flux des IDE au Maroc a enregistré un recul de 15,9%, soit un taux moins alarmant comparé à la baisse moyenne mondiale prévue à 40%. Ce résultat est le fruit de l'efficacité des actions proactives du Gouvernement pour atténuer les effets économiques de la pandémie.

Les prévisions commerciales, quant à elles, ne sont pas différentes de celles des IDE. Selon les prévisions de l'OMC, le commerce mondial des marchandises devrait afficher un recul de 13% à 32% en 2020.

En effet, la baisse du transport maritime et aérien démontre la faiblesse de l'offre et la demande de marchandises, en conséquence des mesures prises pour lutter contre la COVID 19. Une situation qui persistera à court terme à cause de la forte chute des commandes à l'exportation.

Les produits automobiles seront les plus touchés, principalement à cause de l'effondrement de la production et des ventes d'automobiles dans les grandes économies.

Au Maroc, au titre des cinq premiers mois de 2020, les importations et les exportations de marchandises ont enregistré des baisses respectives de 16,9% et de 20,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Les exportations du secteur automobile sont les plus concernées par cette baisse : la part du secteur dans le total des exportations a diminué de 27,8% à fin mai 2019 à 21,1% à fin mai 2020, résultat principale du recul des ventes du câblage et de la construction.

Tab 1 : Top 50 destinations mondiales des flux des IDE entre 2015 et 2019;
en MM USD

	2015	2016	2017	2018	2019
États-Unis d'Amérique	467,6	471,8	277,3	253,6	246,2
Chine	135,6	133,7	136,3	138,3	141,2
Singapour	59,7	68,8	83,6	79,7	92,1
Pays-Bas	179,0	30,7	60,5	114,3	84,2
Irlande	217,9	39,4	52,8	-28,1	78,2
Brésil	50,0	53,7	66,6	59,8	72,0
Royaume-Uni	39,2	258,7	101,2	65,3	59,1
Îles Vierges britanniques	25,5	57,8	57,6	58,8	58,0
Inde	44,1	44,5	39,9	42,2	50,6
Canada	43,8	36,1	26,5	43,5	50,3
Allemagne	30,5	15,6	60,4	73,6	36,4
Australie	29,6	48,3	45,3	68,0	36,2
Îles Caïmans	80,3	64,4	22,9	16,8	34,7
France	45,4	23,1	24,8	38,2	34,0
Mexique	35,4	31,0	34,2	34,7	32,9
Fédération de Russie	11,9	37,2	26,0	13,2	31,7
Italie	19,6	28,5	24,0	32,9	26,6
Chypre	23,9	10,9	15,4	6,5	24,2
Indonésie	16,6	3,9	20,6	20,6	23,4
Suède	8,4	19,1	14,2	3,9	20,6
Israël	11,3	12,0	18,2	20,8	18,2
Viet Nam	11,8	12,6	14,1	15,5	16,1
Japon	3,0	19,4	11,0	9,9	14,6
Colombie	11,7	13,8	13,8	11,5	14,5
Émirats arabes unis	8,6	9,6	10,4	10,4	13,8
Pologne	15,3	15,7	9,2	13,9	13,2
Espagne	8,6	31,6	38,8	45,0	12,4
Chili	20,5	12,1	6,5	7,0	11,4
Corée	4,1	12,1	17,9	12,2	10,6
Belgique	28,3	59,2	5,2	17,7	9,7
Égypte	6,9	8,1	7,4	8,1	9,0
Pérou	8,3	6,7	6,9	6,5	8,9
Turquie	19,0	13,7	11,0	13,0	8,4
Portugal	7,6	5,1	7,5	6,8	8,2
Province chinoise de Taiwan	2,4	9,3	3,3	7,0	8,2
Finlande	2,1	8,6	2,9	-2,4	8,2
Malaisie	10,1	11,3	9,4	7,6	7,7
Tchéquie	0,5	9,8	9,5	11,0	7,6
Argentine	11,8	3,3	11,5	11,9	6,2
Roumanie	3,8	5,0	5,4	6,2	6,0
Nouvelle-Zélande	-0,3	2,8	2,4	1,9	5,4
Hongrie	-14,5	-5,4	3,5	8,4	5,2

Philippines	4,4	6,9	8,7	6,6	5,0
Panama	4,6	4,9	4,2	5,3	4,8
Autriche	1,5	-8,5	15,0	2,1	4,6
Grèce	1,3	2,8	3,5	4,0	4,6
Afrique du Sud	1,7	2,2	2,0	5,4	4,6
Serbie	2,7	2,6	3,2	4,4	4,6
Arabie saoudite	8,1	7,5	1,4	4,2	4,6
Norvège	-1,9	-4,7	-2,6	2,1	4,3

Source : CNUCED

Tab 2 : Top 50 investisseurs directs mondiaux entre 2015 et 2019; en MM USD

	2015	2016	2017	2018	2019
Japon	136,2	155,9	164,7	143,2	226,6
États-Unis d'Amérique	264,4	289,3	300,4	-90,6	124,9
Pays-Bas	247,7	156,6	46,9	-18,8	124,7
Chine	145,7	196,1	158,3	143,0	117,1
Allemagne	99,0	63,7	104,1	78,8	98,7
Canada	67,4	69,5	78,3	49,9	76,6
Îles Vierges britanniques	73,1	30,7	52,9	39,5	41,0
France	53,2	64,8	36,0	105,6	38,7
Corée, République de	23,7	29,9	34,1	38,2	35,5
Singapour	45,2	40,0	48,8	29,8	33,3
Royaume-Uni	-66,8	-37,6	117,5	41,4	31,5
Italie	21,6	16,2	24,5	32,7	24,9
Espagne	41,9	43,9	52,3	27,1	24,1
Suède	13,0	4,7	25,5	16,8	22,8
Fédération de Russie	27,1	27,0	34,2	35,8	22,5
Belgique	55,2	36,4	33,6	26,5	19,7
Irlande	168,5	30,1	-2,0	0,7	18,1
Danemark	9,4	10,1	9,5	-1,1	16,0
Émirats arabes unis	16,7	15,7	14,1	15,1	15,9
Brésil	-11,6	-5,9	19,0	-16,3	15,5
Chypre	39,3	8,7	13,8	-2,2	14,1
Arabie saoudite	5,4	8,9	7,3	23,0	13,2
Inde	7,6	5,1	11,1	11,4	12,1
Province chinoise de Taiwan	14,7	17,9	11,6	18,1	11,9
Thaïlande	1,7	12,4	17,0	18,4	11,8
Suisse, Liechtenstein	88,8	122,1	30,1	60,8	11,1
Autriche	7,0	-2,0	10,3	5,9	10,6
Mexique	10,7	0,5	3,9	7,7	10,2
Israël	11,0	14,6	6,2	6,1	8,6
Norvège	32,4	2,7	-2,3	12,6	8,1
Chili	15,5	6,8	5,5	0,3	7,9
Îles Caïmans	75,5	9,1	8,7	4,1	7,3
Malaisie	10,5	8,0	5,6	5,1	6,3
Australie	-9,3	2,3	5,9	6,4	5,4
Tchéquie	2,5	2,2	7,6	8,7	4,9
Finlande	-16,1	23,7	-0,7	11,0	4,6
Qatar	4,0	7,9	1,7	3,5	4,5
Indonésie	5,9	-12,2	2,1	8,1	3,4
Colombie	4,2	4,5	3,7	5,1	3,2
Afrique du Sud	5,7	4,5	7,4	4,1	3,1
Turquie	4,8	3,0	2,6	3,6	2,8
Hongrie	-16,1	-8,3	1,2	5,1	2,6
Azerbaïdjan	3,3	2,6	2,6	1,8	2,4
Pologne	5,0	11,6	2,8	-0,4	2,1
Estonie	0,2	0,5	0,9	0,0	2,0
Argentine	0,9	1,8	1,2	1,8	1,6
Luxembourg	17,3	30,2	34,8	11,6	1,5
Oman	0,3	0,4	2,4	0,6	1,1
Venezuela	0,4	1,0	2,2	0,7	1,1
Maroc	0,7	0,6	1,0	0,8	1,0

Source : CNUCED

Tab 3 : Flux des investissements directs étrangers au Maroc par pays entre 2015 et 2019 ; en M MAD

	2015	2016	2017	2018	2019*
France	+5 423	+7 230	+5 488	+3 039	+2 688
Espagne	+1 537	-188	+1 291	+1 616	+1 505
Maurice	+112	+951	+223	+123	+355
Grande Bretagne	-30	+1 319	+938	+1 552	-68
Italie	+492	+478	+163	+227	+592
Allemagne	+1 893	+702	+250	+441	+598
Qatar	+1 278	+1 379	+724	+1 250	+657
Afrique du Sud	+1	-218	+6	-	+1
Emirats Arabes Unis	+6 410	+2 776	+2 756	+2 781	-732
Malte	+1	+179	+21	+678	-86
Luxembourg	+998	+533	+1 484	+1 328	+1 911
Etats-Unis	+3 665	+1 310	+2 355	+2 161	+641
Irlande	-9	+98	+3 468	+9 623	+531
Inde	+178	+79	+128	+464	+41
Chine	+404	+352	+856	+163	+424
Pays Bas	+1 054	+1 742	+1 287	+325	+614
Suisse	+1 674	+890	+667	+785	+591
Arabie Saoudite	+2 296	+2 141	+1 596	+487	+981
Turquie	+597	+453	-11	+123	-114
Belgique	+158	-1 307	+316	+78	+779
Oman	+5	+11	+20	+13	+69
Koweït	+421	-156	-119	+58	-240
Singapour	+222	+130	+222	+213	+161
Pologne	+23	+76	+104	+37	+24
Jersey	+4	+23	+89	+27	+20
Monaco	-13	+23	+19	-18	+12
République de Corée	+35	+75	+330	+164	+3
Canada	+99	+42	+70	+53	+420
Russie	-	-	+1	+103	-
Roumanie	+2	-	+2	-16	+57
Egypte	+277	+7	+20	+10	+9
Hong Kong	-37	+26	+219	+120	+152
Portugal	+156	+107	+237	+84	+43
Chypre	+69	-4	+45	+613	+548
Autriche	+19	+126	+40	+35	+23
Grèce	-	+15	-	+215	-
Japon	+78	+119	+5	+1 581	+240
Islande	+257	+3	+4	+1	+711
Slovaquie	-	-	+1	-3	+242
Kenya	+1	+82	+41	+65	-
Banque Islamique de Développement	+52	-	+108	-	-
Bahamas	+33	+62	+6	+5	-
Banque Africaine de Développement	+363	-	-	-	-
Cameroun	-	+59	+11	+3	-1

Sénégal	-7	+22	-2	-17	-59
Tunisie	+8	-35	+69	+67	+49
Gabon	+68	+71	+72	+68	+11
Danemark	+11	-2	+112	+3 201	+680
Congo	+519	+8	+8	+2	+7
Liban	+90	+53	+315	+19	+30
Côte d'Ivoire	+1	-22	-33	-28	+79
Suède	+34	-41	-47	-28	-84
Jordanie	+336	-357	+18	-47	+195
Bahreïn	+318	-375	-107	-451	-95
Autres pays	+208	+109	+147	+11	+164
TOTAL	+31 781	+21 156	+26 033	+33 404	+15 379

*Chiffres actualisés
Source : OC

Tab 4 : Flux des investissements directs étrangers au Maroc par secteur entre 2015 et 2019; en M MAD

	2015	2016	2017	2018	2019*
Agriculture, sylviculture et pêche	+280	+369	+138	+188	+329
Culture et production animale, chasse et services annexes	+277	+214	+42	+64	+280
Sylviculture et exploitation forestière	+12	+124	+128	+146	+41
Pêche et aquaculture	-9	+31	-32	-22	+8
Industries extractives	+101	-74	+96	+42	+97
Extraction d'hydrocarbures	+12	+18	-13	+10	+24
Extraction de minerais métalliques	+69	-118	-45	+17	-34
Autres industries extractives	+9	+20	+18	+14	+7
Services de soutien aux industries extractives	+11	+6	+136	+1	+100
Industries manufacturières	+5 679	+3 235	+4 532	+4 661	+5 110
Industries alimentaires	+2 085	+976	+599	+344	+942
Fabrication de boissons	+79	+57	-146	+358	-349
Industrie du tabac	+54	-40	+419	+44	+493
Fabrication de textiles	+63	+51	+101	+67	+38
Industrie de l'habillement	+42	+65	+38	+36	+27
Industrie du cuir et de la chaussure	-15	+82	+1	-2	-12
Industrie du bois	+135	+114	+111	+1	+2
Industrie du papier et du carton	+160	-56	+99	-254	+61
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	+52	+12	-3	+17	-1
Industrie chimique	+278	+36	+188	+332	+270
Industrie pharmaceutique	+17	+104	+14	+577	+608
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	+142	+56	+144	+47	+28
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	+312	-2 274	+290	+19	-2 175
Industrie métallurgique	+74	+104	-38	+14	+10
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	+81	+91	+226	+82	+34
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	+80	+12	+7	+65	+21
Fabrication d'équipements électriques	+53	+133	+174	+403	+306
Fabrication de machines et équipements	+140	+130	-3	+40	+69
Industrie automobile	+702	+3 213	+1 681	+2 029	+4 326
Fabrication d'autres matériels de transport	+1 070	+192	+324	+202	+163
Fabrication de meubles	+6	+11	-	+236	-
Autres industries manufacturières	+66	+49	+248	+2	+258
Réparation et installation de machines et d'équipements	+3	+117	+58	+2	-9
Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	+1 881	+12	+1 996	+2 894	+727
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	+307	+134	+226	+73	+118
Captage, traitement et distribution d'eau	+283	+246	+88	+43	+121
Collecte et traitement des eaux usées	-	+2	-1	-1	-
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	+26	-138	+3	-80	+97
Dépollution et autres services de gestion des déchets	-2	+24	+136	+111	-100
Construction	+2 776	+1 483	+110	+1 177	-91
Construction de bâtiments	+1 866	+1 147	+175	+884	+67
Génie civil	+665	+102	+98	-10	+236
Travaux de construction spécialisés	+245	+234	-163	+303	-394
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	+1 244	+3 880	+1 808	+2 529	+1 474
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	+198	+976	+67	+618	-13
Commerce de gros	+800	+1 618	+879	+1 197	+799
Commerce de détail	+246	+1 286	+862	+714	+688
Transports et entreposage	+276	+422	+1 696	+3 747	+1 143

Transports terrestres et transports par conduites	+246	+13	+201	+30	+103
Transports par eau	-3	+49	+57	+184	-20
Transports aériens	+11	-2	+7	-1	-47
Entreposage et services auxiliaires des transports	-31	+362	+1 431	+3 532	+1 107
Activités de poste et de courrier	+53	-	-	+2	-
Hébergement et restauration	+2 159	+684	+463	+1 839	+1 590
Hébergement	+2 093	+581	+446	+1 826	+1 585
Restauration	+66	+103	+17	+13	+5
Information et communication	+3 162	+348	+473	+2	-1 488
Édition	+9	+46	+18	+4	+11
Production de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision	+19	+7	-	-28	+7
Programmation et diffusion	-	-67	-46	+1	-68
Télécommunications	+2 899	+159	+227	-39	-1 651
Programmation, conseil et autres activités informatiques	+149	+100	+283	+26	+196
Services d'information	+86	+103	-9	+38	+17
Activités financières et d'assurance	+2 423	+71	+4 786	+9 774	-587
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite dont activités des sociétés holdings	+2 365	+178	+1 368	+317	+1 483
Assurance	-56	-146	+3 372	+9 425	-1 961
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	+114	+39	+46	+32	-109
Activités immobilières	+9 926	+9 609	+8 872	+5 190	+5 363
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	+423	+411	+246	+313	+522
Activités juridiques et comptables	+20	+43	+57	+101	+71
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	+110	+331	+85	+66	+127
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	+161	+38	+107	+127	+332
Recherche-développement scientifique	-	-10	+23	+4	+4
Publicité et études de marché	+121	+14	+10	+9	+51
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	+11	-5	-36	+6	-63
Autres services	+828	+254	+220	+877	+938
Divers secteurs	+316	+318	+371	+98	+134
TOTAL	+31 781	+21 156	+26 033	+33 404	+15 379

*Chiffres actualisés
Source : OC

Tab 5 : Flux des investissements directs marocains à l'étranger par pays entre 2015 et 2019; en M MAD

PAYS	2015	2016	2017	2018	2019*
Emirats Arabes Unis	+671	+660	+570	+1 381	+905
Cameroun	+34	+522	+374	+429	+400
Côte d'Ivoire	+601	+1 623	+1 265	+563	+1 173
France	+1 539	+1 160	+548	+581	+426
Maurice	+821	+56	+388	+663	+284
Burkina Faso	+43	+72	+171	+496	+245
Mali	+44	+79	+56	+512	+31
Gabon	+32	-30	-342	+317	+97
Egypte	+21	+2	+5 316	+216	+217
Sénégal	+181	+122	+49	+107	+900
Togo	-65	+155	+40	+130	+35
Luxembourg	+634	+85	+88	+1 496	+1 256
Guinée	+5	+139	+83	+182	+206
Suisse	+84	+36	-96	+99	-118
Tunisie	+63	+16	+42	+15	+55
Etats-Unis	+45	+44	+63	+42	+52
Liban	-	+88	+1	+343	-
Singapour	-	-	+5	-	+22
Madagascar	-	-	-	+7	+768
Guinée-Bissau	+12	+3	+3	+12	+59
Belgique	+21	+37	+21	+19	+52
Arabie Saoudite	+131	+461	+7	+110	+4
Grande Bretagne	+2	+311	+145	+16	+153
Mauritanie	+147	-658	+33	+35	+48
Autriche	-	+8	+16	+29	-
Suède	-	-	+4	+1	-
Iles Vierges Britanniques	-481	-9	-	-	-
Norvège	-	-	+54	-	-
Australie	+24	-	-	-	-
Monaco	-	-	-	-	-
Soudan	-	-	-	-	-
République Démocratique du Congo	-	+29	-	-3	-
Ghana	+12	+26	+29	+13	-77
Nigéria	+584	+11	+43	+13	+9
Malte	+84	+14	-14	-6	-4
Allemagne	+244	-1	+1	+6	+29
Tanzanie	-	-	+20	+17	+21
Espagne	+4	+182	+40	+1	+143
Inde	+3	+2	+1	-30	+42
Tchad	+28	+55	+72	-12	+1 339
République Centrafricaine	-	-121	+47	+110	-8
Congo	+91	+33	+13	-46	+145

Niger	-	-80	+1	-79	-27
Bénin	-	+510	-236	-337	-9
Pays Bas	+674	+9	+934	-137	+1 000
Autres pays	+46	+34	+40	+30	+60
TOTAL	+6 379	+5 685	+9 895	+7 341	+9 933

*Chiffres actualisés

Source : OC

Tab 6 : FLux des investissements directs marocains à l'étranger par secteur entre 2015 et 2019 ; en MM MAD

	2015	2016	2017	2018	2019*
Agriculture sylviculture et pêche	+2	+14	-1	+4	+15
Culture et production animale, chasse et services annexes	+2	+4	-4	+3	+15
Pêche et aquaculture	-	+10	+3	+1	-
Industries extractives	-3	+133	-123	+314	+86
Extraction d'hydrocarbures	-	-	-	+14	-
Extraction de minerais métalliques	-6	+133	-134	+300	+86
Autres industries extractives	+3	-	+11	-	-
Industries manufacturières	+782	+2 250	+1 354	+659	+1 756
Industries alimentaires	+11	-205	+18	+9	+42
Fabrication de boissons	+155	+4	+4	+97	+16
Fabrication de textiles	+7	-	+24	+8	+32
Industrie de l'habillement	-	-	+3	-	-
Industrie du cuir et de la chaussure	-	+1	+1	+4	-
Industrie du bois	-	-	-4	-1	-1
Industrie du papier et du carton	+4	+2	+1	+1	+49
Industrie chimique	+486	+83	+962	-155	+1 085
Industrie pharmaceutique	+65	+61	+151	+92	+106
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	+2	-	-	-	+7
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	+29	+2 211	+179	+481	+354
Industrie métallurgique	+5	+33	-8	+2	+5
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	+4	-1	+3	+14	-2
Fabrication d'équipements électriques	+11	+12	+35	+17	+12
Fabrication automobile	-	-	+1	-	-
Fabrication d'autres matériels de transport	-	-	-16	-4	+2
Fabrication de meubles	+2	+39	-	+74	+47
Autres industries manufacturières	-	-1	-	-	+4
Réparation et installation de machines et d'équipements	+1	+11	-	+20	-2
Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	+21	-29	+65	+395	+4
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	+3	-1	-	-2	-
Captage, traitement et distribution d'eau	-	-1	-	-	-
Collecte, traitement et élimination des déchets: récupération	+3	-	-	-	-
Dépollution et autres services de gestion des déchets	-	-	-	-2	-
Construction	+18	+2	+23	+57	+78
Construction de bâtiments	+6	-	+1	+16	+10
Génie civil	-	-	+3	+35	+54
Travaux de construction spécialisés	+12	+2	+19	+6	+14
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	+332	+30	+230	+156	+1 151
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	-	-	-3	-	+2

Commerce de gros	+288	+16	+237	+124	+408
Commerce de détails	+44	+14	-4	+32	+741
Transports et entreposage	+12	-17	+6	-24	+82
Transports terrestres et transports par conduites	+12	-	-	-23	+22
Transport par eau	-	-	-	-1	-
Transports aériens	-	-18	+3	-	-
Entreposage et services auxiliaires des transports	-	+1	+3	-	+60
Hébergement et restauration	+2	+12	+10	+27	+13
Hébergement	+1	+12	+10	+8	+13
Restauration	+1	-	-	+19	-
Information et communication	+1 605	+845	+890	+1 963	+1 869
Édition	+2	-	-	-	-
Production de films cinématographiques, de vidéo et de programme de télévision	+5	-	-	+4	-
Programme et diffusion	+4	+2	-	-	-
Télécommunication	+1 555	+829	+969	+1 961	+1 821
Programmation, conseil et autres activités informatiques	+28	-	-90	-3	+46
Service d'information	+11	+14	+11	+1	+2
Activités financières et d'assurance	+2 714	+1 571	+6 884	+3 731	+3 530
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite dont activités des sociétés holdings	+2 607	+1 705	+6 463	+3 160	+2 738
Assurance	-42	-134	+403	+435	+704
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	+149	-	+18	+136	+88
Activités immobilières	+753	+636	+448	+136	+116
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	+84	+52	+13	+4	+25
Activités juridiques et comptables	+1	-	-1	-	-
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	+28	+33	+8	-	+8
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	+45	+18	-1	+4	+4
Publicité et études de marché	-	+1	-	-	-
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	+10	-	+7	-	+13
Autres services	+105	+169	+10	-81	+1 204
Divers secteurs	-51	+18	+86	+2	+4
TOTAL	+6 379	+5 685	+9 895	+7 341	+9 933

*Chiffres actualisés

Source : OC

Tab 7 : Exportations marocaines par continent entre 2015 et 2019; en M MAD

	2015	2016	2017	2018	2019
Afrique	21,4	22,5	22,1	21,6	21,6
Amérique	18,2	18,0	22,3	27,5	26,4
Asie	25,0	23,2	24,3	28,3	27,7
Australie	0,8	1,3	0,5	0,6	0,3
Europe	149,9	158,4	176,8	193,2	200,4

Source : OC

Tab 8 : Exportations marocaines vers le top 50 clients entre 2015 et 2019; en M MAD

	2015	2016	2017	2018	2019
Espagne	49,09	52,93	58,88	65,07	68,59
France	44,69	48,15	56,87	59,82	62,07
Italie	9,52	10,37	11,45	11,78	13,15
Etats-Unis	7,69	7,79	9,77	12,94	11,18
Allemagne	5,57	6,18	7,01	8,73	9,01
Brésil	6,49	5,78	7,34	7,20	8,64
Inde	8,56	7,43	6,43	10,34	8,22
Pays-Bas	6,68	4,94	5,40	6,24	7,56
Royaume-Uni	6,01	6,57	5,96	7,80	7,00
Turquie	6,66	7,43	6,89	5,55	6,28
Belgique	3,63	3,44	3,85	4,45	4,50
Portugal	2,81	3,11	3,53	4,23	4,28
Pakistan	2,65	2,26	2,16	3,27	3,55
Canada	2,01	1,62	1,64	2,94	2,81
Russie	1,73	1,82	1,93	2,79	2,76
Chine	2,38	2,24	2,97	2,54	2,73
Singapour	2,40	2,43	2,62	2,70	2,69
Japon	1,60	1,85	1,93	1,99	2,47
Pologne	1,62	1,91	2,29	2,73	2,46
Djibouti	0,01	0,73	0,30	1,02	2,15
Sénégal	1,48	1,95	1,73	2,03	2,11
Autriche	1,70	1,61	1,83	2,00	1,90
Mauritanie	1,58	1,70	1,78	1,78	1,87
Argentine	0,04	1,11	0,90	1,12	1,83
Cote D'ivoire	1,95	1,45	1,55	1,83	1,75
Algérie	1,92	2,32	1,95	1,63	1,53
Irlande	1,65	1,52	1,38	1,47	1,52
Mexique	0,96	0,59	1,24	2,01	1,52
Suisse	1,14	1,37	1,60	1,28	1,48
Bangladesh	1,30	1,32	0,89	1,07	1,38
Roumanie	1,24	1,48	1,43	1,47	1,35
Benin	0,46	0,37	0,56	0,72	1,01
Tchèque	0,55	0,75	0,96	1,15	1,01

Bulgarie	0,89	0,94	1,38	1,76	1,01
Arabie Saoudite	1,19	0,88	1,19	1,27	1,00
Suède	1,09	0,72	0,65	1,17	0,98
Norvège	0,80	0,55	0,49	0,36	0,89
Egypte	2,48	2,69	0,59	0,78	0,87
Emirats Arabes Unis	0,54	0,96	0,93	0,49	0,86
Libye	0,67	0,88	0,73	0,80	0,85
Nigeria	0,95	1,37	1,61	1,29	0,82
Tunisie	1,07	0,96	0,90	1,09	0,82
Ghana	0,63	0,85	1,11	0,92	0,80
Hongrie	0,21	0,33	0,44	0,56	0,79
Burkina Faso	0,45	0,47	0,47	0,64	0,70
Cameroun	0,60	0,65	0,61	0,70	0,68
Ukraine	0,19	0,21	0,24	0,21	0,68
Guinée	0,60	0,36	0,64	0,68	0,67
Slovaquie	0,28	0,25	0,48	0,57	0,67

Source : OC